

CHAPITRE IV

LES VISÉES DE L'AUTRICHE-HONGRIE SUR LA VIEILLE SERBIE ET SA DOMINATION SUR LES ALBANAIS DU NORD.

I

L'article 23 du traité de Berlin garantissait aux provinces turques d'Europe, restées sous la domination directe du Sultan, l'introduction des réformes adaptées aux besoins locaux. Dès lors, au lieu de voir les réformes introduites et la paix rétablie, nous avons assisté à la naissance de nouvelles questions : la question macédonienne, celle de la Vieille Serbie, et tout récemment nous avons vu surgir la question albanaise. Ces trois questions s'enchaînent et sont pour ainsi dire juxtaposées les unes aux autres. Quand on les examine de près, on est étonné de constater que la solution de l'une, dans un sens ou dans un autre, décidera fatalement du sort des autres.

La solution de la question de la Vieille Serbie a une importance toute particulière, et se résume en ces mots : l'élément slave de ce pays classique des Serbes sera-t-il complètement détruit, et, dès lors, les petits Etats balkaniques perdront-ils leur indépendance ? Leur place serait alors cédée à une grande puissance,

l'Autriche-Hongrie, qui convoite depuis deux siècles les pays d'au delà du Danube et de la Save. Certes, pendant le XVIII^e siècle, l'Autriche et la Russie ont cherché à affaiblir la force turque, dans le but de parvenir à un partage de l'Empire ottoman.

Le fameux « projet grec » (1), inutile de s'illusionner, est de nos jours encore savamment poursuivi par la diplomatie autrichienne. La preuve éclatante n'est-elle pas, d'une part, dans l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine, et, de l'autre dans la présence calculée des officiers autrichiens à Uskub.

Si les efforts de l'Europe et, en particulier de l'Angleterre, ont empêché l'Empire moscovite de s'emparer de Constantinople, la diplomatie européenne n'a pas su se montrer aussi prévoyante à l'égard des projets autrichiens. Ce n'est que de nos jours seulement que l'Angleterre s'inquiète et déploie son activité pour arrêter à temps la poussée germanique vers la Méditerranée (poussée qui se dissimule derrière la politique des cabinets de Vienne et de Berlin).

Les petits Etats de la Péninsule ne devraient jamais oublier que la succession de l'Empire ottoman leur est sérieusement disputée par l'Autriche-Hongrie.

(1) Selon ce projet (1782) la Serbie, la Bosnie, la Dalmatie et une partie de la Valachie devraient revenir à l'Autriche, la Russie aurait pris le reste de la Turquie d'Europe et une partie des possessions turques en Asie : Constantinople demeurerait libre (Voir Adolphe Beer, *Die Orientalische Politich østerreichs*, Leipzig, 1883 ; chap. II, « La politique orientale de Joseph II »).

L'Autriche, cet État sans nationalité ni limites naturelles, resserré de trois côtés par de grands États qui ont grandi à son détriment, est fatalement poussée vers le sud-est de l'Europe. Comme elle ne songe pas à la réalisation de ses plans, au moyen de la guerre, elle organise ingénieusement, il importe de le reconnaître, son action pacifique ; cette action consiste en propagande catholique, commerce, protection et surtout à répandre beaucoup d'or.

L'élément qui a montré le plus de résistance à son œuvre, ce sont les Serbes. Lors de l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine, l'Autriche a déployé des forces considérables, deux cent mille hommes pour vaincre la résistance de la population (1) ; ce fut une leçon dont elle a su profiter. Installée dans les deux provinces serbes, son action ne s'est pas arrêtée ; au contraire elle l'a développée avec plus d'énergie, d'habileté et de persévérance en descendant dans le sud, vers la Vieille Serbie et l'Albanie. Le but final de la politique viennoise si bien connue, est de s'étendre jusqu'à Salonique ; pour y arriver, il faut d'abord briser l'élément qui s'est toujours opposé à ses visées, c'est-à-dire les Serbes de la Vieille Serbie, qui se dressent comme l'obstacle le plus sérieux à ses projets. Pour que son dessein fût réalisé, l'Autriche n'a pas hésité à employer tous les moyens qui étaient à sa disposition. Pour exécuter un plan semblable, la diplomatie au-

(1) V. Spalaïkovitch, *La Bosnie et l'Herzégovine* (Paris, 1899).

trichienne ne pouvait trouver de meilleurs agents que les Albanais.

C'est aussitôt après le traité de Berlin, quand il a fallu en exécuter les clauses, qu'on a vu naître la fameuse *Ligue albanaise* dont le consul d'Autriche-Hongrie à Skutari était l'âme (1).

(1) L'article 28 du traité de Berlin, en délimitant la nouvelle frontière du Monténégro, reconnu indépendant, tout en retranchant les limites du traité de San Stefano, lui attribue, entre autres contrées, Plave et Goussinié. Comme la Grèce, le prince de Monténégro invita, aussitôt après la clôture du Congrès de Berlin, la Porte à lui céder le territoire désigné par les puissances. Au mois de février, la Porte répondit à la demande du prince Niketa par la cession des villes de Poutz et de Podgoritza ; quant à la Plave et Goussinié, les commissaires turcs disaient ne pouvoir pas entrer en délibération faute d'autorisation de leur gouvernement. En réalité, la Porte chercha du temps pour préparer la population albanaise à la résistance. A cet égard, les conseils de l'Autriche ne manquaient pas ; se sentant encore fort mal assise en Bosnie et en Herzégovine, cette puissance s'efforçait de donner ailleurs des divertissements aux signataires du pacte de Berlin, pendant qu'elle arrivait à vaincre les nombreuses difficultés qui avaient surgi dans les deux provinces occupées.

Alors paraît sur la scène la *Ligue albanaise* qui déclare *urbi et orbi* que le peuple albanaise se sentant heureux sous le règne de son auguste maître le Sultan, veut rester sous sa haute protection. Pour éviter les complications et craignant l'intervention de l'Autriche, l'Italie proposa que la Turquie céderait les autres provinces peuplées par les Albanais chrétiens ; la Turquie accepta la proposition et le Monténégro y consentit, mais alors tous les Albanais chrétiens et musulmans se mirent d'accord pour résister une seconde fois. A ce moment se réunit la Conférence de Berlin pour la délimitation de la frontière grecque. Les puissances résolurent de prendre aussi en mains la cause du Monténégro. Comme l'Autriche, soutenue par l'Allemagne, repoussait énergiquement une intervention armée, les puissances se mirent d'accord et acceptèrent un projet du gouvernement britannique qui proposa un nouvel échange dans les territoires à céder. Ainsi les puissances décidèrent que le district maritime de Dulcigno serait remis au Monténégro (Voir *Livre jaune*, n° 154, p. 185, 3 juin et p. 195, n° 167, 8 juin 1880). Les chefs albanais s'y op-

En exploitant ce mouvement albanais et en se montrant fort bien disposée envers la Porte, son meilleur défenseur, l'Autriche a obtenu de reculer la frontière Est du Monténégro, en la rejetant du côté de la mer Adriatique, comme elle a réussi à faire céder à la Serbie la ville de Pirot pour l'éloigner de la plaine de Kosovo. De cette façon l'Autriche a obtenu ce qu'elle voulait : maintenir Kosovo et la Métochie ouverts, à une bonne distance de la Serbie et du Monténégro (1). Les Turcs de leur côté, après les guerres de 1876-1878, plus méfiants envers les Serbes que jamais, ne voyaient pas d'un mauvais œil la substitution des Musulmans tures ou albanais aux Serbes, tout le long de la frontière serbo-turque.

Ainsi la Porte et le gouvernement autrichien, tout en poursuivant des buts différents se servaient des mêmes moyens : maintenir l'anarchie en Vieille Serbie et exterminer l'élément serbe, le seul capable d'une part de s'opposer aux visées autrichiennes, et de l'autre, le seul qui mûrisse l'idée de secouer le joug turc.

posèrent une fois de plus et la décision de la Conférence ne put être exécutée que par la force. Enfin, le 3 septembre 1880, les puissances annonçaient au gouvernement ottoman qu'elles étaient obligées de briser sa résistance. En effet, la démonstration navale aurait dû avoir son résultat si l'Autriche n'avait pas déclaré catégoriquement qu'elle ne voulait pas faire la guerre.

Et ce fut seulement, grâce à l'Angleterre qui était la plus tenace pour vaincre la résistance de la Turquie, que le Sultan qui craignait la guerre avec elle, se décida enfin par un engagement formel à céder. Le 26 novembre 1880, Dulcigno fut cédé au Monténégro.

(1) Vladan Georgévitch, *La Serbie au Congrès de Berlin*.

Les causes qui ont contribué à ce que les Albanais se montrent intolérables envers les chrétiens sont nombreuses ; la Porte leur accorde ses grâces, des privilèges particuliers et des ménagements de la part des autorités ; cette attitude a pour conséquence l'abaissement de son prestige. Bien plus, les représentants des autorités cherchent à acquérir les sympathies des chefs albanais. Les Serbes sont considérés comme des *rayas* sans droit, auxquels la destinée a donné en partage de travailler, de souffrir, de périr et de payer (1).

Ce qui aggrave singulièrement la situation des chrétiens, ce sont les rapports agraires qui ne sont pas réglés en Vieille Serbie comme dans le reste de l'Empire. Les chrétiens ont conservé très peu de terre à eux ; l'immense majorité est représentée par des métayers, des *tchiftchiyas*, sur les terres des tchiflouk-dayibiyas (maîtres de la terre). Le métayer donne un quart à l'aga (propriétaire) et un dixième à l'Etat ; l'aga ne considère son métayer que comme un esclave dont il est le maître absolu. Ainsi aidés par l'autorité turque et en particulier puissamment appuyés par l'Autriche, les Albanais trouvent tous les avantages possibles à poursuivre jusqu'au bout leur tâche : débarrasser le pays des infidèles.

Les *Mouhadjirs*, c'est-à-dire les Albanais, qui pour ne pas subir l'autorité de la Serbie, ont abandonné les

(1) P. Orlovitch, *La question de la Vieille Serbie* (Paris, 1903, Hachette).

départements entrés dans sa possession se sont établis en Vieille Serbie, et sont devenus les plus intolérants envers tout ce qui est serbe dans cette région. Les conséquences de cet état permanent d'anarchie sont, d'un côté la terreur paralysant pour ainsi dire toute force de résistance chez les Serbes, de l'autre la misère et l'*émigration*.

De 1880 à 1900, plus de 60.000 individus se sont réfugiés en Serbie, cela équivaut presque à un quart de la race serbe en Vieille Serbie.

Les Albanais ont en outre une autre raison, de pourchasser ainsi les chrétiens, car si l'on considère leur extension depuis un siècle et demi, on s'aperçoit de leur tendance à descendre des montagnes dans les vallées généralement peuplées par les chrétiens ; ils commencent par leur enlever des bestiaux, c'est l'annonce qu'ils doivent s'en aller en abandonnant leurs terres. Toute tentative de résistance des chrétiens est donc vaine, les assassinats, les tueries en ont vite raison ; aussi pour sauver sa vie se résigne-t-on à sacrifier son bien (1).

Par cette descente lente et continue, les Albanais ont réussi à élargir beaucoup leurs limites ethnographiques qui s'étendent entre le Monténégro et l'Épire (2) ; la mer

(1) Voir J. Tzviyitch, *Les problèmes de la géographie humaine de la Péninsule balkanique*.

(2) Voir *Livre Bleu*, Turkey, 28 janvier 1902. Précis of Christovasilis le secrétaire de la société hellénismos. Lettres publiées dans l'*Acropolis* de novembre 1901 : *Les Hellènes et les autres nationalités en Épire*. Sur un total de 364.000 habitants, les Grecs sont à peu près 241.500,

Adriatique est leur frontière occidentale, celle de l'Est est très incertaine.

Aidés par la politique turque, ils avancent sans arrêt *vers l'Est*. Ils ont envahi presque toute la Vieille Serbie et franchissant la Tsrnagora (Montagne noire) de Skoplié, ils descendent dans les départements de Préchévo (chef-lieu Prichtina) et de Koumanovo et jusque dans les villages des environs d'Uskub.

Ils s'étendent aussi de Liouma vers Tétovo, et de Debar vers Kitchévo et Poretch et leurs flots qui battent déjà les villages de Velès, atteignent de ce côté, jusqu'au Vardar. Dans cette sorte de colonisation, les Arnauts repoussent devant eux les Slaves et les Grecs. Les Etats balkaniques ne doivent jamais perdre de vue que l'Albanais est un excellent élément qui répond à merveille aux aspirations autrichiennes aussi bien économiques que politiques ; tandis que l'Italie s'efforce d'assurer la prépondérance à son commerce tout le long de la mer Adriatique, ce qui n'expose les Etats de la Péninsule à aucun danger, le but de l'Autriche-Hongrie est tout autre, elle n'y cherche pas seulement un marché pour ses produits, elle veut encore se substituer à la Turquie.

A ce propos on lit dans le *Temps* (16 mars 1903) certains faits qui montrent clairement jusqu'où va l'in-

les Albanais 107.500, le reste se compose de Valaques et d'Israélites. Les Grecs désirent vivement que l'Epire au moins, soit comprise parmi les régions de réformes.

tervention de l'Autriche dans la gestion des affaires turques, intervention que l'on ignore dans la science du droit international et qui cependant montre d'une manière parfaite l'état des choses dans l'Empire ottoman.

Les Albanais refusaient les réformes ; on a souvent exposé leur conduite parce qu'ils sont puissants au Palais. Cependant, le principal mobile du sentiment de leur supériorité provient surtout de la protection qu'ils trouvent en toute circonstance en Autriche-Hongrie, et de la confiance illimitée qu'ils ont en elle. Cette puissance, en effet, depuis la dernière guerre russo-turque a travaillé sans relâche, lentement et sûrement à gagner à sa cause, les chefs des différents clans catholiques et mahométans de l'Albanie du Nord, et elle y a réussi mieux que toute autre nation.

Protecteurs officiels des catholiques en ces pays, les représentants de l'Autriche-Hongrie ont pu largement utiliser ce droit qui leur est conféré par les traités internationaux ; la propagande autrichienne n'essaye pas de déraciner les mœurs sanguinaires de ces peuplades, mais elle trouve leur état social, leurs usages et leurs coutumes tout à fait adaptés à leur nature et à leur tempérament ; elle demande leur amitié pour combattre l'orthodoxie slave : donc, les Albanais et les Autrichiens ont toujours servi la même cause. C'est la continuation de la politique suivie en Bosnie et en Herzégovine avant le traité de Berlin et qui fut mise en pratique pour la première fois après le traité de Vienne,

en 1815, alors que l'Autriche avait conçu l'extension de sa dynastie par la conquête des subdivisions nationales dont elle était entourée.

Ce principe, dont Metternich a fait un dogme, est poursuivi aujourd'hui avec une rare habileté. En 1857, M. Hecquart, consul de France à Scutari, écrivait au gouvernement français et à Rome, qu'il était nécessaire de fonder une école latine pour ne pas laisser les Albanais catholiques sous la dépendance complète de l'autorité catholique autrichienne. Les missionnaires catholiques d'Autriche sont un moyen puissant dans les mains de la diplomatie viennoise. A Uskub, en 1899, on a élevé, aux frais de l'Autriche-Hongrie, une église catholique pour les Albanais. Des milliers de personnes y étaient réunies et on y louait le nom de l'empereur d'Autriche avec un enthousiasme qu'on ne rencontre guère dans ses propres Etats. On oubliait que l'on était dans l'empire du Sultan, et ce qui est à remarquer, en dehors du consul qui était Autrichien, l'assemblée tout entière relevait de la souveraineté du Sultan. Dans l'Albanie du Nord, les fonctionnaires turcs ont moins d'influence sur les Albanais, que les consuls et les agents de l'Autriche-Hongrie.

Après l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine, invoquant l'article 25 du traité de Berlin, et sous prétexte de s'assurer la tranquillité dans les sandjaks de Plevlié (Tachlidja), N. Bazar et Petch (Ipeck) une garnison autrichienne fut échelonnée tout le long de la

rivière Liuma jusqu'à la ville de Béran ; cette garnison est cantonnée aujourd'hui, dans ces défilés, si bien que le petit cordon qui sépare la Serbie du Monténégro est gardé par l'armée de François-Joseph.

Dans cette même localité, il y a aussi une garnison turque, dont le quartier général, comme celui de la garnison autrichienne, se trouve à Plevlié ; et toutes les deux, d'accord avec le gouvernement autrichien sont commandées par un pacha turc, officier d'état-major du 3^e corps d'armée turc, et en même temps officier de l'état-major autrichien !..... Outre sa solde du gouvernement turc, il en reçoit encore une du ministère de l'Autriche-Hongrie.

Et dans toute cette région, où sont situées les villes de Priboï, Priépolié, Akova et Béran, on n'a signalé aucun mouvement albanais depuis l'occupation autrichienne, ni même aucune attaque des clans albanais contre les Serbes (1), mais à quelques kilomètres au sud, dans les villes de Goussigné et de Plava, et partout ailleurs où les Albanais sont en contact avec les chrétiens, il y a constamment des rixes sanglantes et de terribles razzias. Le mot de l'énigme n'est pas difficile à trouver, l'Autriche montre à la population slave que pour sauver sa vie, il ne lui reste plus qu'à s'assurer la protection d'une grande puissance telle que l'Autriche-Hongrie.

(1) Il est vrai aussi que dans ces endroits il n'y a que des Serbes musulmans et chrétiens.

En poursuivant ce but, les agents autrichiens cherchent à exploiter toutes les difficultés, les désordres et les faiblesses du gouvernement des deux Etats serbes pour montrer aux Serbes de la Vieille Serbie, qu'ils n'ont rien à attendre du Monténégro et de la Serbie.

L'Autriche s'est établie tout le long de la chaussée, Priboï, Nova-Varoche, Novi-Bazar ; la plus grande force autrichienne est campée sur la frontière monténégrine suivant le cours de la rivière Liuma, position d'une grande importance stratégique. A cet endroit l'invasion a dépassé de beaucoup la frontière de l'ancien vilayet de Bosni-Seraï, et a installé des ports militaires jusque dans les cazas de Coléchine, Bélopolié, Béran et Targovichté, cazas qui ne font pas partie de ce vilayet.

Dans cette province où l'autorité du sultan est purement nominale, et où ses fonctionnaires quoique nommés par lui sont subordonnés aux agents autrichiens, l'Autriche-Hongrie construit des routes, protège la population, résout les querelles entre les chefs albanais et les fonctionnaires turcs, rend la justice gouverne comme chez elle. *Et personne ne s'est encore aperçu qu'elle a avancé ses frontières de quatre-vingt-dix kilomètres dans le territoire turc avec la pleine approbation des autorités locales (1).*

L'Autriche ne laisse point ni les hommes de l'ordre

(1) Voir N. Maregnin, *L'Albanie et les Albanais* (en bulgare). — Incontestablement, dit M. Maregnin, l'Autriche s'est rendue maîtresse absolue de l'Albanie du Nord par son action lente mais inlassable.

ecclésiastique, ni les représentants de l'autorité publique à leurs postes lorsqu'ils gênent ses desseins.

L'évêque de Prizren, André Logaretzi était favorable à la propagande italienne et par conséquent opposé à celle de Vienne. Il travaillait à acheminer vers l'Italie les Albanais catholiques de Prizren ; soudainement, en 1890 ceux-ci et les musulmans s'entendent pour le chasser ; ils employèrent alors tous les moyens qui leur ont réussi tant de fois : en organisant des meetings, en préparant des démonstrations, et menaçant de révolte, ils sont vite arrivés à faire enlever de son poste l'évêque qui leur déplaisait. Un ordre parfait règne depuis l'arrivée de son successeur, P. Trokchi, homme dont les sympathies pour l'Autriche sont connues.

Voici un autre exemple : Havouze pacha, ancien vali du vilayet de Kossovo, était un des rares hommes politiques turcs qui songeaient à l'avenir de leur Etat. Etant vali, il voyait clairement l'action nuisible de la maison de Habsbourg et il s'y opposait systématiquement toutes les fois qu'il pouvait le faire. La Porte ne tarda pas à l'envoyer ailleurs ; son successeur comprit ce qu'il devait faire (1).

Enfin, pour mieux illustrer toute la perfidie viennoise qui use quelquefois de procédés peu louables ; nous signalerons un fait que chacun peut vérifier.

D'après l'article 1 de la *Convention consulaire serbo-*

(1) Maregnin, *op. cit.*

turque du 9 mars 1896, chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté d'établir des consuls généraux, des consuls, des vice-consuls ou des agents consulaires dans les villes et places de commerce de l'autre partie. Elles se réservent toutefois de désigner les localités où il ne leur conviendra pas d'admettre des fonctionnaires consulaires. Il est bien entendu que cette réserve ne pourra être appliquée à l'une des parties contractantes sans l'être également à toutes les autres puissances (1). Peu de temps après la signature de la convention, le gouvernement du Royaume demande à ouvrir un consulat à Plevlié (Tashlidza) en Vieille Serbie dans le sandjak de Novi-Bazar, où ses intérêts commerciaux et nationaux sont d'une haute importance, vu que ce sandjak sert de trait d'union entre toutes les provinces serbes ; la Serbie et le Monténégro d'une part, la Vieille Serbie avec la Macédoine et l'Herzégovine et la Bosnie de l'autre. Le gouvernement serbe fit remarquer qu'il y avait déjà un consulat autrichien dans cette ville. Par conséquent, l'article 1 lui donnait le droit absolu d'y en avoir un aussi. A Vienne on ne voulait pas du consulat serbe là où son détachement militaire a son centre d'opérations. Mais comme le cabinet de Belgrade insistait, la Porte se trouvait bien embarrassée. Or, pour y mettre terme, on recourut à une mesure bien orientale ; une nuit, l'écusson du consulat autrichien fut changé, et on mit à sa place un écri-

(1) Nouradounghian, *op. cit.*, t. IV, n° 976, p. 523.

teau d'*agent civil*. Comme la convention turco-serbe prévoit un *agent consulaire* mais non un *agent civil*, la Porte, se tenant strictement au texte, a refusé de traiter avec la Serbie, et le consul autrichien couvert du manteau d'« agent civil » continue librement ses fonctions. Sans parler des autres clauses de la dite convention, ce seul point suffisait à décider la Serbie à la dénoncer, parce que par de pareils procédés, l'Autriche ou une autre puissance pourrait dans n'importe quelle ville avoir ses « agents civils » sans que la Porte tienne compte des réclamations de la Serbie.

Comme on le voit, le but de l'Autriche poursuivi depuis de longues années lui promet un résultat satisfaisant. Elle n'épargne rien pour montrer à l'Europe que, pour avoir la paix dans la Turquie d'Europe, son concours est indispensable. Elle a su même s'assurer l'aide du célèbre professeur de la philologie slave de l'université de Vienne, M. Vatroslave Yaguitch, pour se servir de son autorité scientifique à l'appui de ses prétentions politiques.

M. Yaguitch, slave d'origine, a publié un article très curieux dans la *Nouvelle Presse libre* (1) : l'auteur mentionne brièvement le progrès bulgare dont la cause est la fondation de l'exarchat, l'œuvre de la diplomatie russe. Mais cela ne lui servait que de prétexte, une sorte d'introduction pour arriver à son véritable but, c'est-à-

(1) V. *Neue Freie Presse*, 1^{er} mars 1903 : « *Das macedonisch Problem* ».

dire à la situation de la Vieille Serbie. M. Yaguitch dit que les Slaves de la Vieille Serbie se rapprochent le plus des Serbes du Royaume et des autres pays serbes ; quoique le dialecte qu'ils parlent aujourd'hui ne soit pas purement serbe. Nous pensons que l'éminent savant oublie volontairement que le vilayet de Kossovo avec les provinces occupées représente le centre ethnique du peuple serbe. Il est évident qu'il n'avait d'autre but que de soutenir la politique autrichienne ; l'idée n'est pas nouvelle, en 1892, le consul autrichien M. Ipen écrivait que la plus grande partie de la population de Rachka appartient à la famille slave et spécialement à la tribu bosniaque (1). Pour confirmer l'assertion du consul, ce fut M. le professeur Yaguitch, qui assumait la tâche de trouver un nouvel idiome de la langue slave, « la langue bosniaque », qui n'est que la langue serbe (2), toujours évidemment en vue de servir aux visées de la politique orientale de la maison de Habsbourg.

La Vieille Serbie a, continue M. Yaguitch, à travers des siècles, changé son caractère exclusivement serbe, à cause de la communication peu développée entre cette province et la Serbie, communication singulièrement aggravée par les colonies grandissantes des Albanais. La cause serbe, dit le professeur, est sans espérance en Vieille Serbie, cependant, bien que la situa-

(1) Ipen, *Novi Pazar und Kossovo*, Wien, 1892.

(2) Karadjitch, célèbre savant serbe, dans ses études ethnographiques du peuple serbe, a constamment eu en vue les provinces de la Bosnie et l'Herzégovine.

tion serbe et par conséquent la cause slave soit vraiment grave dans cette province turque, le conseiller secret de la cour de Vienne l'exagère.

Ce qui saute aux yeux, c'est que M. Yaguitch ne veut pas voir les raisons qui rendent la vie des chrétiens si difficile. Des rixes, des brigandages et des tueries innombrables commis par les Albanais sont des faits qui rendent insupportables la vie des chrétiens. Ce sont justement ces atrocités albanaises qui sont la cause d'extermination de l'élément slave du vilayet de Kossovo ; si M. Yaguitch voulait servir la vérité et la cause de l'humanité, il aurait dû, et sa grande autorité scientifique l'y obligeait, démontrer aussi, ce que sont les Albanais pour les chrétiens ; aussi faut-il rappeler ici qu'ils ont le même rôle que les Kurdes en Asie. Au lieu de chercher les moyens de les empêcher de commettre tous leurs crimes, il se demande « ce que deviendra l'Albanie qui n'est même pas rentrée dans le projet de réformes austro-russe », en exprimant en même temps le doute que le Sultan ne se décidera pas facilement à désarmer ses sujets les plus fidèles.

Tout en refusant de reconnaître les Albanais comme les auteurs ou plutôt les instruments, de la vie pénible des Slaves dans ce pays, il constate que ce sera la Vieille Serbie qui avec les brigands albanais offrira le plus de difficultés au moment de la résolution du problème qui est confié tout entier aux deux grandes puissances (1).

(1) Voir St-Simitch, *La vieille Serbie et les Albanais* (II, l'Autriche et

M. Yaguitch parle de la disparition des Serbes, non pas en vue d'en chercher les causes, mais pour démontrer aussi par là que la Vieille Serbie a perdu son caractère serbe. Ainsi quand il parle des rapports des villages albanais et serbes il ne prend que trois sandjaks. Prizren, Prichtina et Ipek et ne mentionne pas les sandjaks de Novi-Bazar et de Plevlié (Taschlidja) quoique ces deux derniers fassent partie intégrante de la Vieille Serbie. Il ne les compte pas parce que dans ces deux sandjaks, l'élément serbe est beaucoup plus élevé que dans les trois premiers, notamment le sandjak de Plevlié est peuplé exclusivement de Serbes divisés en orthodoxes et en musulmans, et comme il a pour idée maîtresse de démontrer que la Vieille Serbie, dans la majorité de la population, n'est pas slave mais albanaise, il a purement et simplement rayé les deux sandjaks au nord-ouest pour que les chiffres du reste de la province correspondent mieux à ses allégations. Voici d'ailleurs, la statistique des villages albanais et serbes sur laquelle M. Yaguitch appuie ses assertions :

	Villages albanais	Villages serbes	mixtes
Sandjak de Prizren	273	55	124
» » Prichtina	623	238	44
» » Ipek (Petch). . . .	284	89	76 (1)

la vieille Serbie) (en serbe). — L'auteur démontre jusqu'à l'évidence la thèse erronée de M. Yaguitch

(1) Voir les *Cartes ethnographiques des vilayets : Salonique, Kossovo et Monastir*, édition de l'institut cartographique de Sofia.

Pour éclaircir un peu cette question du nombre des Albanais et des Serbes dans la Vieille Serbie nous donnons encore ici quelques statistiques. M. N. Moregnin estime que sur 1.215.000 Albanais, dans le nord du vilayet de Kossovo leur nombre est de 331.518 habitants (1).

Selon M. Benderev, les Albanais n'ont pas plus de 180.500 habitants dans le vilayet de Kossovo, tandis que Bianconi évalue leur nombre à 370.000 (2).

Quand on connaît toutes les difficultés qu'on a en Turquie pour avoir une statistique approximativement exacte et dont l'intérêt politique modifie souvent les chiffres, il est difficile de se prononcer pour telle ou telle autre allégation.

Ainsi, selon M. Ipen, diplomate autrichien, il y a dans le sandjak de Plevlié (Tachlidja), 39.380 habitants dont 10.080 musulmans et 21.209 non musulmans, Serbes et Arnauts catholiques.

D'après les *cartes ethnographiques* d'un auteur bulgare et qui sont faites d'après les sources turques dans le même sandjak, il y a 59 villages avec 873 maisons serbes ; 7 villages avec 115 maisons d'Albanais catholiques ; 23 villages avec 324 maisons de Serbes musulmans ; 3 villes avec 1.659 maisons sans désignation, combien d'entre eux appartiennent aux Serbes et combien à d'autres nationalités ?

(1) N. Moregnin, *L'Albanie et les Albanais*.

(2) St-Simicht, *La Vieille Serbie et les Albanais*, *op. cit.*

Enfin selon la statistique du métropolitain serbe de Rachka et Prizren, Mgr Dionissié, dans le même sandjak, il y a 147 villages serbes avec 2.767 maisons, et dans trois villes (Pevlié, Priboï et Priépolié), 414 maisons, ce qui fait un ensemble de 3.181 maisons serbes dans le sandjak de Pevlié.

Mgr Dionissié nous apporte un ensemble de maisons serbes dans les cinq sandjaks qui nous préoccupent (Prizren, Prichtina, Novi-Bazar, Ipek et Pevlié).

Dans 1.522 villages se trouvent 16.164 maisons serbes et dans 19 villes 4.420 maisons serbes, ce qui fait 20.584 maisons serbes.

On sait que la vie patriarcale, le *zadruga*, s'est mieux conservée chez les Serbes sous la domination turque, ce qui s'explique par les difficultés de la situation sociale et que le nombre des membres d'une famille est considéré comme en moyenne de 8 à 9 au lieu de 5 à 6, très souvent il s'élève de 15 à 20 et même de 50 à 60, d'où nous pouvons conclure que le nombre de la population serbe dans ces contrées varie entre 165.000 et 186.000, sur un total de 566.274, ce qui représente un tiers de la population prise dans son ensemble (1).

Notons encore qu'un nombre de Musulmans de Kosovo, de Turcs et d'Albanais ne sont que des renégats serbes, qui gardent encore le souvenir de leur origine serbe, surtout la *slava*, fête de famille. Les Musulmans

(1) Les sandjaks de Prichtina, Prizen, Ipek, Novi-Bazar et Pevlié ont 566.274 habitants (*Livre bleu*, 1903, n° 298, annexe 3).

des sandjaks de Plevlié, de Novi-Bazar et la plupart de ceux d'Ipek, ne savent pas d'autre langue que le serbe, qui est leur langue maternelle, comme elle l'est pour les Musulmans de la Bosnie et de l'Herzégovine (1), qui n'ont embrassé l'islamisme que dans un moment de désespoir, et sous l'oppression de l'envahisseur.

Il ressort clairement de ce que nous venons d'exposer que les Serbes, avec leur passé historique, leur civilisation, peuvent seuls s'opposer aux poussées germaniques et sont l'unique obstacle aux ambitions autrichiennes en Orient.

Le succès de l'Autriche, la descente de ses gendarmes au delà de Mitrovitza, est un vrai péril, non seulement pour la Serbie, mais aussi pour tous les Etats des Balkans ; personne ne doit douter qu'une fois installée dans la Vieille Serbie, elle pourra descendre facilement la vallée du Vadar jusqu'à Salonique et alors les rivalités entre Grecs, Serbes, Bulgares et Koutzo-Valaques seront une preuve de plus, que la dispute des petits Etats aide surtout à la réalisation des desseins des grands : la Macédoine ne sera ni bulgare, ni serbe, ni grecque, elle sera autrichienne. D'où l'importance capitale de la question de la Vieille Serbie, parce qu'on peut dire, sans exagération, que c'est là que se trouve la clef de la question entière du problème oriental, tel qu'il se pose de nos jours. Il est donc, de l'intérêt de tous les petits

(1) V. St-Simith, *La Vieille Serbie et les Albanais*, *op. cit.*, où nous avons emprunté les chiffres ci-dessus mentionnés.

Etats balkaniques de prévoir encore aujourd'hui qu'ils doivent tenir compte d'un grand facteur, à savoir la puissance autrichienne qui veut aussi « cette pomme de discorde », la Macédoine. Pour y arriver elle se sert, comme nous l'avons vu, des coutumes sanguinaires des Albanais pour exterminer les Slaves.

Le gouvernement serbe dans l'impossibilité de faire autre chose, vu la triste expérience de l'insurrection de la Bosnie et de l'Herzégovine en 1875, n'a cessé de protester auprès de la Porte contre la terreur des Albanais. Appuyée par la diplomatie russe, comme nous le verrons plus tard, la Serbie a constamment réclamé le désarmement des Arnauts ou la permission du port d'armes pour la population chrétienne, seul moyen d'empêcher la disparition entière des Serbes de leur foyer classique, parce qu'ils sont mis « en coupe réglée » par les Albanais. Ce ne serait d'ailleurs que le droit d'égalité de tous les sujets du Sultan devant la loi, égalité hautement proclamée par le Hatti de *Gulkhané*, du 3 novembre 1839 et surtout par la célèbre « Ecriture impériale » Hatti-*Humayoun* du 18 février 1856 (1).

(1) Quoique nous ayons démontré le grand empiétement de l'Autriche, notons que dans le pachalouk (canton) de Plevlié où elle tient sa garnison, l'élément serbe a montré une résistance admirable à toutes ses combinaisons calculées. Ainsi, selon la statistique que nous possédons grâce à l'obligeance de l'Archimandrite de Plevlié, Vassilie P. Popovitch et M. T. Borovgnak, professeur au gymnase serbe, le nombre des écoles serbes pour l'année scolaire 1904-1905 est comme il suit :

Ecoles	Garçons	Filles	Total	Professeurs
Plevlié (ville) un gymnase	98		98	6
— une école secondaire de jeunes filles.		25	25	2
— une école primaire	92	62	154	4
Ilino-brdo — —	26	11	37	1
Krgnatcha — —	19		19	1
Otilovitchi — —	16	1	17	1
Meliack — —	28	2	30	1
Premtchani — —	25		25	1
Kossenitza — —	20		20	1
Bobovo — —	15		15	1
Ogradjenitza — —	20		20	1
Bolianitchi — —	45		45	1
Priépolié (ville) une école primaire.	69	26	95	3
Miléchévo (monastère) une école primaire.	20		20	1
Seliani — —	25		25	1
Totzi — —	21		21	1
Priboï (ville) — —	25	10	35	1
Golécha — —	16		16	1
Totaux.	520	197	717	28

Dans les villes de Plevlié et de Priboï, il y a des écoles secondaires turques, « Rozdia », dans les villages de plus de 30 maisons turques, il y a des écoles primaires « meitète », où on apprend seulement à lire, et à écrire le Coran. Enfin, dans tout le sandjak (canton) il y a une seule école primaire autrichienne à Plevlié qui compte 25 élèves, les enfants des officiers et des fonctionnaires autrichiens, *mais jamais, dit l'Archimandrite Popovitch, un Serbe ou un Turc n'y a envoyé ses enfants.*

CHAPITRE V

LA RÉVOLUTION, SES CAUSES, SES CONSÉQUENCES.

I

Si les causes qui ont provoqué le mouvement macédonien sont nombreuses, la principale est sans aucun doute *l'état de choses* en Turquie dont l'Europe avait reconnu 27 ans auparavant, lors du traité de Berlin, les maux intolérables. Il est si vrai, que c'est le régime turc lui-même qui est la cause de l'agitation et des souffrances de la Macédoine et de la Vieille Serbie, que tant que ce régime qui ne parle que d'après le Coran, ne sera pas anéanti, la population chrétienne aura à souffrir et à lutter.

*
* *

Il y a une dizaine d'années que les Bulgares dans les villes de la Macédoine ont créé des écoles du dimanche qui furent l'origine du premier rêve de liberté. Dix années de propagande ont suffi pour rendre la révolution imminente, inévitable. Un haut comité macédonien siégeait à Sofia pour faire une propagande patriotique en Bulgarie, et une propagande humanitaire en Europe (1).

(1) *Le Temps* du 2 avril 1903 : « A travers la Macédoine ».

En 1896 encore, à l'époque de la réconciliation de la Bulgarie avec la Russie, après la mort de l'empereur Alexandre III et la conversion du prince Boris à l'Eglise orthodoxe, les bandes armées de Bulgarie traversaient la frontière turque pour soulever le peuple de la Macédoine.

L'Archimandrite N. Douthitch écrivait alors que cette tentative d'insurrection en Macédoine avait été sévèrement condamnée aussi bien en Russie qu'en Serbie et en Grèce, car ce moyen ne pouvait pas aider la Macédoine à recouvrer sa liberté.

Pour que cette idée fût réalisée l'entente préalable de tous les petits Etats protégés par la Russie était indispensable. En travaillant au contraire séparément, ils ne pouvaient rien faire d'utile parce qu'ils étaient trop faibles et que cet isolement même provoquait chez eux un antagonisme perpétuel (1).

Les prévisions du savant Archimandrite sont, jusqu'à présent du moins, presque prophétiques, mais ce n'est pas une raison pour condamner le mouvement révolutionnaire, car le développement croissant des nationalités habitant le sud-est européen, prend de plus en plus son essor et le désir ardent de reconquérir la liberté pousse la population, encore soumise à la domination turque, à agir aveuglément sans trop savoir quelquefois

(1) L'Archimandrite Douthitch, *Métropole Bachka-Prizren et la mission nationale et civilisatrice du royaume de Serbie en Vieille Serbie et en Macédoine*, Belgrade, 1896 (en serbe).

où elle va. L'insurrection macédonienne n'est que la suite de toutes celles qui l'on précédée dans le courant du XIX^e siècle et d'où sont sortis les Etats libres : la Grèce, la Roumanie, la Serbie, le Monténégro et la Bulgarie.

Le mauvais régime turc, malgré toutes ses promesses, pèse lourdement sur la population chrétienne restée après le traité de Berlin sous l'administration turque ; les Arméniens souffrent autant en Asie que les Slaves et les Grecs en Europe.

Dans le mouvement qui a eu lieu, ces dernières années dans la Turquie d'Europe et qui n'est pas terminé, on peut distinguer deux tendances révolutionnaires : d'une part, les Albanais qui ne cessent de traquer et de persécuter les chrétiens ; de l'autre, l'agitation slave, née en Bulgarie, qui voudrait délivrer ce pays du joug ottoman.

Ce ne sont que deux faces du mouvement et nous sommes obligé de les traiter simultanément.

Il est nécessaire de relever ici, au moins les causes essentielles qui ont poussé la population macédonienne, préparée par l'*organisation intérieure*, à recourir aux armes contre les autorités turques. Rappelons que tous les peuples opprimés ont toujours réclamé, *une organisation qui pourra leur garantir la vie et maintenir l'ordre, une autonomie politique*, et qu'ils n'ont cessé de se révolter que le jour où ils ont obtenu ces droits fondamentaux pour vivre et pour se développer.

Durant les quelques années qui suivirent le Congrès de Berlin, un calme relatif régnait en Macédoine, néanmoins, les Turcs ne sont pas parvenus à comprendre, même aujourd'hui, et malgré les expériences amères qu'ils ont pu faire, que tous les sujets du Sultan doivent être traités sur le pied d'égalité.

Au contraire, des mesures d'oppression, d'ordre moral, économique, physique et gouvernemental ne tardaient pas à peser sur la population chrétienne ; et on n'a rien négligé pour tracasser les prêtres et les instituteurs ainsi que l'élite du pays ; souvent, sans aucun motif, les communes sont subitement privées de leurs prérogatives et de leurs anciens droits ; les actes de brigandage se répètent chaque jour et, quoique les coupables soient bien connus, personne n'ose les poursuivre ; le Zaptié, représentant de l'autorité publique, « roi des campagnes turques », est souvent le plus dur à supporter, car il ne s'abaisse pas à mendier, il exige, et lorsqu'on fait mine de refuser, il prend. Quant à son émule, dit M. G. Gaulis, le begdji, le garde champêtre, il est le tyran du village sur lequel il prétend exercer tous les droits d'un seigneur.

Tracassé ainsi continuellement par ceux qui devraient être les premiers à maintenir l'ordre, soutenu par de vagues promesses venues du dehors, désirant se voir un jour tranquille dans sa maison, et sûr de sa propriété, le peuple macédonien, en grande partie du moins, commence à s'agiter. Cette agitation dégénère

en une véritable insurrection, à laquelle de tous les Etats voisins de la Macédoine, la Principauté bulgare prit la part la plus active.

Il ne faudrait pourtant pas en conclure que les autres petits Etats se désintéressent du problème macédonien. Au contraire, mais tandis que les Serbes et les Grecs peuvent encore tourner ailleurs leurs regards et dépenser leurs forces, l'action tout entière des Bulgares est fixée au delà du Rhodope. « En Bulgarie, la Macédoine est populaire, à Sofia, l'idée macédonienne est nationale ; on peut même dire qu'elle est la seule idée nationale des Bulgares, et de ce fait, elle acquiert une grande force » (1). Dans la première période de ce mouvement, on se mit à travailler doucement, par des procédés pacifiques ; la propagande dans les écoles bulgares fut la plus active.

Les Bulgares qui s'occupaient, il y a une dizaine d'années, des choses macédoniennes se trouvaient dans l'indécision, ils travaillaient dans la Principauté plutôt pour la Bulgarie que pour la Macédoine : demander des réformes politiques, aboutir à une autonomie, et alors l'annexion viendrait d'elle-même comme ce fut le cas avec la Roumélie orientale ; telle était la vague idée que se faisaient de la cause macédonienne, ces premiers apôtres bulgares.

Pendant cette première période, dite « époque de di-

(1) Voir Georges Gaulis, « Bulgarie et Macédoine », dans la *Revue de Paris* du 1^{er} novembre 1902.

plomatie », il existait un comité macédonien à Sofia, qui prétendait amener doucement l'Europe à obtenir du Sultan l'application de l'article 23 du traité de Berlin. Ce n'est qu'à la fin du siècle passé, en 1899, au moment où Sarafof, officier démissionnaire, né Macédonien, monta à la présidence du Comité, qu'on vit un double changement se produire. D'une part, le nouveau comité abandonna les moyens pacifiques et eut recours à l'action en organisant des bandes et en préparant la population à un soulèvement général. Pour mener à bonne fin l'œuvre entreprise, il ouvrit à Sofia et dans tout le pays des souscriptions qui rapportèrent tout d'abord beaucoup. Sous le couvert de la bienfaisance, chacun donnait pour la cause nationale ; lorsque ces premières sommes ne répondirent plus aux grands besoins de propagande et d'armement, Sarafof et les siens recoururent à un « emprunt patriotique », afin de laisser aux souscripteurs l'espérance, sinon la chance d'un remboursement futur. Comme l'argent manquait toujours, le comité ne s'arrêta même pas devant les mesures de menace ; et lorsque les sommes nécessaires n'entraient plus dans les caisses du comité grâce à la bonne volonté ou au moyen de « l'emprunt » ; on recourait alors à la violence.

En outre, ce fut Sarafof qui exprima la pensée de son comité : « la Macédoine aux Macédoniens », mais sa popularité allait baisser, le bruit s'étant répandu qu'une grosse partie de l'argent amassé pour la cause macé-

donienne était restée entre les mains des quêteurs.

A Saint-Pétersbourg on ne voulait pas de la révolution dans les Balkans ; ainsi, plus le mouvement révolutionnaire prenait de l'élan, plus le gouvernement russe faisait sentir ses lourds conseils ; en même temps les autres puissances commençaient à agir à Sofia pour que les comités soient dissous. Cependant il ne suffisait pas de disperser les membres des comités pour rétablir l'ordre et assurer la vie à la population chrétienne ; des complications autrement difficiles survinrent.

L'Autriche continue à poursuivre ses projets égoïstes, Guillaume II ne manque pas une occasion de manifester sa sympathie pour Abd-ul-Hamid II. La Russie qui a fait des sacrifices incalculables pour les peuples des Balkans, depuis son entente avec la maison de Habsbourg en 1897, empêche chaque mouvement de ses protégés d'Orient.

Devant un pareil antagonisme des grandes puissances, il n'est pas étonnant que le Sultan feigne d'appliquer les réformes tant de fois promises et il est aussi très naturel de voir cette population désespérée, qui n'a plus que la vie et le fusil, entrer en lutte.

Il est vrai que pendant de longues années, les Bulgares, les Grecs et les Serbes s'efforçaient les uns et les autres et les uns contre les autres, d'acquérir en Macédoine une influence prépondérante en vue d'une succession future. Dans cette lutte, le gouvernement turc trouvait sa propre défense. Aussi tenait-il à sauvegarder

le *statu quo*. Mais les choses ont changé, la lutte ne s'opère plus sur l'échiquier diplomatique, c'est l'élément révolutionnaire qui le remplace.

Dans leurs agissements, les comités ont bien des fois oublié leur noble tâche et ont exagéré leur zèle. Parmi les victimes des Comitadjis, les chrétiens tiennent une bonne place, surtout au commencement du mouvement, les instituteurs et notables serbes, grecs, roumains et même bulgares devaient payer de leurs têtes s'ils ne rentraient pas dans les vues des meneurs révolutionnaires.

En 1901, le meurtre du professeur roumain Michaïleno fut la cause principale des relations tendues entre la Roumanie et la Bulgarie ; et c'est grâce aux pressions de Vienne et de Saint-Petersbourg qu'on n'en vint pas aux armes. Le haut comité macédonien avait été accusé d'avoir lui-même trempé dans le crime ; c'était d'ailleurs un bon prétexte pour le gouvernement d'agir, conformément au désir de la Russie, contre le comité. Le 10 avril 1901 le président Sarafof, le vice-président Davidof et plusieurs autres membres furent arrêtés, la Cour de Sofia peu après les acquitta.

La *Réforme*, organe du comité macédonien, accusait violemment le prince Ferdinand, qui en 1895 encourageait l'organisation macédonienne, mais qui depuis, plus sûr du trône, lui était devenu hostile (1).

(1) *Livre bleu*, 1903, n° 35. M. Elliot au marquis de Lansdowne, 10 avril 1901.

Jugés et acquittés, les membres du comité primitif macédonien ont vu le fâcheux résultat de ces assassinats, ils ont, semble-t-il, changé de tactique et ont décidé de ne plus attaquer les chrétiens. Pourtant, le gouvernement grec n'a pas cessé depuis de signaler des meurtres de Grecs commis par les Bulgares (1).

En réalité, l'action principale des comités avait pour but de préparer l'insurrection générale et leur désir était plutôt de protéger la population chrétienne, en ne s'en prenant qu'à ceux qui s'opposaient à leurs desseins; évidemment la trahison commise par qui que ce soit était punie de mort.

L'extension et la rapidité de la propagande révolutionnaire, ainsi que les rencontres des bandes bulgares avec les troupes turques pendant les années 1899 et 1900, ont mieux démontré l'extrême gravité de la situation que traversaient les provinces turques d'Europe.

Au commencement de 1901 déjà, des mesures de précaution étaient prises de tous les côtés. Aussi bien de Saint-Pétersbourg que de Paris et que de Londres, les ordres étaient partis à Constantinople et surtout à Sofia en vue de calmer les esprits.

Les plaintes venaient de deux côtés : d'Athènes et de Constantinople, mettant en avant le terrorisme des bandes.

(1) M. Néoclès Kasasis (*Hellenism and Macedonia*, London, Keith Thomas, 1904) rapporte 333 meurtres commis par les Bulgares sur les Grecs. Selon *Bluc Kook*, Turkey (1904, I, n. 200, annexes 1, 2), 228 Grecs auraient été victimes des comités bulgares.

A Sofia, on promettait tout pour dissoudre les comités.

Dès les premiers jours de l'année 1901, le général Petroff déclarait à l'agent anglais qu'il avait déjà ordonné de sévir contre tout individu qui extorquait de l'argent ou cherchait à enrôler des volontaires ; il ajoutait aussi, qu'outre le comité se trouvant en Bulgarie, il existait un comité central révolutionnaire en Macédoine, entièrement indépendant de celui de la Principauté. Mais M. N. O'Connor, ambassadeur de la Grande-Bretagne à Constantinople, pensait que l'activité des comités locaux dépendait en grande partie de la rivalité et des ressources du comité central en Bulgarie et que si le général Pétroff réussissait à contrôler ou à supprimer le comité central un grand pas serait fait pour arrêter les outrages dont se plaignaient les Grecs et les autres peuples, y compris les Turcs (1).

De son côté l'ambassadeur russe insistait auprès du Sultan pour supprimer les comités qui sont, au dire de M. Zinoviev, la cause de beaucoup de crimes et d'excès commis dans les dites provinces. Le comte Lamsdorff, ministre des affaires étrangères, pressait le gouvernement bulgare d'agir contre l'extension et l'activité des comités, et il constatait que le comité secret avait perdu le droit d'être regardé comme patriotique puisqu'il était devenu une sorte d'agence de propagande

(1) V. *Livre bleu*, 1903, I, n° 12, 12 février 1901.

anarchiste, dont le chefs extorquaient de l'argent par intimidation (1).

Le gouvernement bulgare, accusé par la Porte de tolérer ces agissement révolutionnaires, pressé de tous les côtés, se tourna vers le gouvernement impérial ottoman pour lui rappeler en des termes très énergiques, que la cause des troubles et de la misère en Macédoine ne venait nullement du comité révolutionnaire, mais de la mauvaise admistration turque.

Il suffira, dit le gouvernement de Sofia, de rappeler la récente affaire d'Ischtib (Stip) ; la Sublime Porte n'a pas pu démontrer que les perturbateurs avaient été envoyés par le comité macédonien de Sofia ; elle n'a pas pu expliquer non plus, pourquoi et comment, ces troubles se sont produits, ni à qui devaient incomber les responsabilités. Mais aujourd'hui la lumière est faite, tout le monde sait que, pour opérer l'arrestation d'un individu suspect qui s'était caché dans une maison de Novo-Selo, faubourg d'Ischtib, la gendarmerie et les troupes turques, envoyées sur les lieux, ont brûlé plusieurs maisons, emprisonné et maltraité un grand nombre de personnes innocentes et abandonné toute une population paisible à la merci d'une horde d'Albanais musulmans qui s'est livrée au pillage et aux pires violences.

Le gouvernement bulgare s'élève énergiquement con-

(1) *Livre bleu*, 1903, n° 14, 21 février 1901.

tre ce procès de tendance qui lui est fait depuis quelque temps devant l'opinion publique, à cause des comités macédoniens ; et il dénonce à son tour, les comités turco-albanais qui, par les attentats et les *crimes qu'ils commettent impunément* dans ces provinces, répandent la terreur et l'exaspération parmi la population bulgare. C'est dans cette funeste organisation des comités turco-albanais que réside tout le mal, et le jour où la Sublime Porte prendra des mesures rigoureuses, pour les chasser et punir les coupables et qu'elle assurera la paix, la tranquillité et le bien-être à ces populations, elle n'aura plus lieu de se préoccuper des comités macédoniens (1).

Aujourd'hui, il est hors de doute que les massacres arméniens ont été systématiquement préparés et organisés, et que le signal en a été donné par le Sultan Rouge (2). Comme le dit M. René Henry, le massacre est en train de devenir un dogme du panislamisme et des moyens ordinaires du règne d'Add-ul-Hamid (3).

(Dès 1898, le général Saahéddin-pacha qui, d'après l'enquête anglaise a organisé les massacres de Crète, fut envoyé en Macédoine. Il avait pour mission : 1° de fonder dans chaque ville des comités musulmans ; 2° de leur distribuer des armes ; 3° d'organiser le silence forcé

(1) V. *Livre bleu*, 1903, annexe au n° 19, note verbale du gouvernement bulgare au représentant ottoman, le 5 (18) février 1901.

(2) Bérard, *La politique du Sultan*.

(3) René Henry, *Questions d'Autriche-Hongrie et questions d'Orient*, Paris, 1904, Plon, II^e partie, chap. III, « Question de Macédoine et de Vieille Serbie ».

hors de la Macédoine, de façon que la nouvelle des massacres ne soit connue que très tard en Europe (1).)

Que les autorités turques aient préparé des comités musulmans ou « contre-comités », contre les chrétiens, c'est un point acquis. (Ces comités turcs ont un caractère politique. Les Turcs de Resna, à cinq heures au nord de Monastir, organisent un comité anti-bulgare ; près de Resna, sur les bords du lac de Presba, des bandes turques perquisitionnent (2).)

Les protestations du gouvernement princier étaient très bien fondées, d'autant plus que la Porte, préparait elle-même des semblants de troubles qui n'étaient qu'un prétexte pour assaillir cette misérable population chrétienne sans armes et sans défense. Les difficultés que traversait la Principauté ainsi que le désir à St-Petersbourg de voir un ministère plus soumis, ont décidé du sort du cabinet du général Pétroff. Le 1^{er} mars 1901 le portefeuille des affaires étrangères fut cédé à M. Danef, zankoviste, c'est-à-dire à un russophile, dont le premier souci fut de déclarer qu'en ce qui concerne la question macédonienne, la ferme détermination du nouveau gouvernement est de ne plus permettre que le comité macédonien continue à être un pouvoir dans l'Etat (3).

(1) Wedar, *Humanité nouvelle*.

(2) V. *Livre jaune* de 1902 sur les affaires de Macédoine, n° 3, Max Choublier, vice-consul de France à Monastir à M. Delcassé, ministre des affaires étrangères.

(3) V. *Livre bleu*, 1903, I, n° 23, D. 1114.1.

En agissant de la sorte, M. Danef croyait répondre aussi bien aux intérêts de la Principauté qu'à ceux de la Macédoine, et se concilier en même temps la reconnaissance des grandes puissances, reconnaissance d'autant plus nécessaire qu'il considérait cette question *comme européenne*.

Malgré les affirmations répétées de M. Danef, que le gouvernement n'épargnerait rien pour faire respecter la loi par les agitateurs, et qu'il entendait ainsi rester sur le terrain légal, et demander aux signataires du traité de juillet 1878, de faire exécuter l'article 23 ; le mouvement macédonien gagnait de plus en plus du terrain dans la Principauté. Les mesures extrêmement sévères prises par les autorités turques contre toute personne soupçonnée de faire partie des sociétés révolutionnaires sont demeurées inefficaces. Même le jugement à Salonique du Dr Tatartchef et des autres affiliés aux comités (1), jugement fondé sur les articles 56 et 58 du Code pénal de l'Empire ottoman, n'avait d'autre résultat que de surexciter davantage la population.

Pressé par les grandes puissances, surtout par la Russie et l'Autriche-Hongrie, de dompter l'omnipotence des comités, le gouvernement de la Principauté profita de l'arrestation du comité sarafoviste, pour que les

(1) V. le compte rendu dans le *Livre bleu* de 1903, n° 34, annexes 1, 2, 3, 4, où on lit en outre que depuis 1897, le comité bulgare faisait circuler des actions d'emprunt qui seront remboursées après avoir assuré l'autonomie de la Macédoine.

membres du nouveau comité fussent moins intraitables.

En effet, au congrès annuel du comité macédonien, tenu à Sofia du 17 au 21 avril 1901 (1), le gouvernement réussit à remettre la direction du comité aux mains d'hommes très modérés avec tendances plus bulgaro-philes.

Le nouveau président du comité central, M. Michaïlovski, déclarait qu'il espérait démontrer à l'Europe que le comité n'était pas un élément de désordre, mais qu'il aidera l'Europe à résoudre la question d'Orient.

Il a dit dans une conférence faite à Sofia le 22 juin 1901, que la Russie ne voulait pas laisser la Bulgarie s'annexer la Macédoine et que l'effort des Macédoniens devait être de montrer à tout le monde qu'ils n'avaient pas des aspirations panbulgares, qu'ils demandaient simplement et seulement l'exécution des clauses stipulées dans l'article 23 du traité de Berlin. Les Bulgares macédoniens doivent travailler dans l'accord complet avec toutes les autres races de la province, et dans la future Macédoine autonome ils veulent rester sur le principe de l'égalité entière pour tous les habitants. C'est le seul moyen de gagner l'opinion publique européenne au mouvement macédonien et de faire triompher la cause sacrée, donc : « Pas d'aspirations vers l'union avec la Bulgarie ; *in jus* égalité complète pour tous les Macédoniens : autonomie politique avec une perspective

(1) *Le Temps* des 17 et 23 avril 1901, le *Livre bleu*, 1903, 1, n° 40.

éventuelle de la Fédération de tous les Etats des Balkans » (1). Ainsi s'expliquait M. le professeur Michailowski, en donnant bien l'idée maîtresse qui est partagée par tous les amis des peuples de la Péninsule orientale.

Du jour où le gouvernement a écarté l'élément révolutionnaire du bureau central du comité bulgare-macédonien, il s'est cru à l'abri des agitations violentes. Cependant il n'a réussi qu'à diviser en deux ce mouvement qui, jusqu'alors, était concentré et uni. De cette époque date la séparation des propagateurs, la création de deux comités, celui de la Principauté « haut comité », et celui de « l'intérieur » ou du « dedans ». Le premier avec Michailowski et le général Tzontchef travaille plutôt pour la Bulgarie et comme il s'entend très bien, dit-on avec le gouvernement de la Principauté, c'est une sorte de comité gouvernemental avec un esprit militaire. Au contraire, le comité « du dedans » est une organisation intérieure établie en Macédoine dont l'action est insurrectionnelle ; il est divisé en comités régionaux distribue des armes, recrute les bandes et prépare le soulèvement du pays. Le « comité du dedans » est en même temps très hostile à l'annexion ; sa devise : « la Macédoine aux Macédoniens » paraît de plus en plus se répandre dans le pays.)Sarafof étant resté son représentant à l'étranger, l'âme de cette organisation intérieure fut un ancien instituteur, le célèbre Deltchef.

(1) Voir *Livre bleu* de 1903, I, n° 56.

II

En même temps que la scission s'opérait dans le sein du comité macédonien, les Albanais reprenaient leurs incursions habituelles ; vers le commencement du mois de mai 1901, un millier d'Albanais pillèrent et brûlèrent Novi-Bazar, Sienitza et Prichtina en attaquant partout les chrétiens. Les protestations énergiques du représentant serbe à Constantinople, puissamment appuyé par M. Zinoviev, ambassadeur russe, ont eu peu d'effet.

Enfin, sous prétexte d'aller chercher des armes cachées chez les raïas, les irréguliers albanais et les gendarmes turcs ont envahi *Kolachine* et massacré un nombre considérable de Serbes.

L'ambassadeur de Russie voulant mettre fin à ces massacres des raïas inoffensifs, a énergiquement demandé à la Porte que les Albanais et les gendarmes turcs soient punis et qu'on permette aux chrétiens de garder les armes qui leur étaient nécessaires en cas de légitime défense (1).

L'Autriche, tout en suivant attentivement cette croisade contre les Serbes, s'efforçait de dissimuler sa gravité. L'affaire de *Kolachine* excita jusqu'à ce point l'opinion publique en Serbie, qu'à un moment la rupture entre la Serbie et la Turquie paraissait imminente.

(1) V. *Livre bleu* de 1903, n° 72.

Hamdi-pacha, envoyé spécial du Sultan auprès du roi Alexandre, avait pour mission de régler à l'amiable les choses concernant la frontière turco-serbe surtout du côté du Novi-Bazar où les Arnauts la violent si souvent, et en particulier, d'assurer au roi de Serbie, de la part de son auguste maître, que les événements regrettables de *Kolachine* ne se renouvelleront plus.

Quoiqu'il existe des preuves indéniables que l'auteur du trouble de Kolachine fut Issa Bolietinatz, un des chefs albanais, il ne sera pas sans intérêt de relever l'attitude de la diplomatie viennoise dans cette affaire. L'attaché militaire de l'Autriche à Belgrade, interrogé par M. Bonham, représentant britannique à la cour royale de Serbie, répondit que ce notable albanais était dans les meilleures relations d'intimité avec les Serbes ; qu'il avait pris le serment solennel, selon la coutume qui existait chez les Albanais, de soutenir la cause serbe ; qu'il semblait faciliter l'introduction des armes et des munitions dans la partie du vilayet de Kossovo qu'on appelle la Vieille Serbie ; que ce même Issa avait été en meilleurs termes avec les Serbes de Kolachine ainsi qu'avec le consul serbe de Prichtina et celui de Russie à Uskub, qu'ils avaient l'habitude dit-on, de rester chez eux au lieu d'aller visiter le district (1).

De son côté, le comte Szecsen déclarait au représentant britannique à Vienne, qu'on a trop exagéré les der-

(1) V. *Livre bleu* de 1903, I, n° 76, 31 juillet 1901.

niers désordres dans le sandjak de Novi-Bazar, et du massacre de Kolachine ; que les chrétiens de ce district avaient obtenu des armes au delà de la frontière serbe et que les autorités turques en faisant une recherche d'armes avaient maltraité la population serbe, mais qu'aucune complication sérieuse n'arriverait (1).

Cependant des preuves abondantes donnent un formel démenti aux affirmations des hommes politiques viennois. D'abord, il n'est pas exact que les consuls serbe et russe soient restés inactifs ; au contraire, aussitôt que la nouvelle du massacre de Kolachine fut connue, le consul serbe de Prichtina se rendit immédiatement sur la place ; son collègue le consul russe d'Uskub a reçu également l'ordre de M. Zinoviev de se rendre le plus tôt possible sur le lieu même du trouble.

Leur enquête a démontré que l'inspirateur et l'âme du massacre était ce même Issa Bolietinatz ; sur les remontrances de l'ambassadeur de Russie et du ministre de Serbie il avait été enfermé. C'est après cette enquête et toujours sous l'infatigable pression du représentant du Tzar que, le 3 septembre 1901, un Iradé avait été publié, révoquant le Moutessarif (sous-préfet) de Prichtina, ordonnant l'arrestation et le jugement d'un nombre d'agents de police et de Beys albanais et donnant la permission aux réfugiés serbes (en Serbie) de retourner dans leurs foyers. Près de 250 familles serbes, depuis

(1) V. *Livre bleu* de 1903, I, n° 78, août 1901.

les désordres de Kolachine, avaient quitté la Vieille Serbie. Si les Serbes de *Kolachine* étaient dans les meilleures relations avec Bolietinatz, comme le dit l'agent autrichien, comment expliquer leur fuite en si grand nombre? On ne quitte son toit qu'en présence d'un danger très grave.

L'année suivante (1902) on mit en liberté Bolietinatz, il quitta Constantinople, et alla de nouveau surgir en Vieille Serbie à la tête de 900 hommes mettant la population slave dans la plus grande consternation (1). L'exemple de Bolietinatz n'est pas le seul; l'histoire du mollah Zeka d'Ipek montre encore mieux ce que peut faire un bandit qui est au-dessus des lois. Il était le chef spirituel et temporel des Albanais musulmans du Nord; avec ses lieutenants, le mufti de Prichtina, Moustapha Effendi et Souleman-pacha, ce capitaine de brigands avait presque détruit en quinze ans les populations chrétiennes et serbes de ce district... « En disposant de 30.000 Martini, le mollah Zeka, tout en persécutant les Serbes et les chrétiens, soutenait à titre non gratuit la politique autrichienne dans ces parages » (2).

III

La poursuite des bandes par le gouvernement otto-

(1) V. *Le Temps*, du 3 avril 1902.

(2) V. *Le Temps*, du 6 mars 1902 (gendarme il y a 15 ans, il passait le jour où il fut tué, pour le particulier le plus riche des Balkans).

man, quoique très acharnée ne parvenait pas à les disperser ni à les anéantir. Cela tient, à notre avis, à leur admirable organisation. Pour comprendre les événements qui suivront nous croyons nécessaire de donner un rapide exposé des *règlements du Comité bulgare en Macédoine*, dus au rapport de M. A. Biliotti, consul général britannique à Salonique.

Toutes les bandes armées se composent de Bulgares indigènes d'une certaine région limitée ; ceux-ci exécutent secrètement les ordres donnés par le président du comité.

Devoirs des bandes armées. — Les bandes armées se composent d'hommes munis d'armes fournies par le comité ; elles sont formées par les comités révolutionnaires de chaque district ou village et reçoivent l'instruction militaire nécessaire à leurs vues ; elles sont chargées par les présidents des comités de révolte de pourvoir aux armements de ceux qu'elles embauchent dans leurs districts et de faire des provisions d'armes et de poudre qu'elles tiennent cachées ; comme elles obéissent aux présidents des comités, la responsabilité de leurs actes incombe à ces derniers.

Les comités de révolte sont tenus d'observer les règles suivantes :

1° Partout où il existe un comité de propagande, il doit travailler à faire des complots contre l'Etat et à s'assurer par des inspections et des examens que les instructions des comités sont bien comprises ;

2° Là où il n'existe pas de partisans révolutionnaires, il cherche à soulever les indigènes et compose une bande armée suivant le règlement.

3° Le comité du district cherche à répandre des idées révolutionnaires parmi les indigènes par des discours et des propos incendiaires.

Les bandes sont soumises aux ordres des comités des régions limitées conformément aux règles suivantes :

1° Se conformer aux instructions données ;

2° Mettre à la disposition du comité les personnes embauchées par chaque bande ;

3° Mettre à mort les personnes désignées par le comité ;

4° Transporter les armes d'un endroit à un autre pour permettre aux comités de remplir leurs obligations sans craindre d'être vus, ou d'attirer l'attention de l'autorité locale.

Les bandes sont appelées à attirer le peuple à elles par de bonnes manières, de façon qu'il soit prêt à faire des sacrifices au besoin ; à agir promptement et par tous les moyens pour gagner l'esprit public à leur cause ; à étudier toute la chaîne des montagnes, les passages, etc... Elles commettent aussi des crimes politiques, c'est-à-dire qu'elles tuent et se débarrassent des hommes qui les empêchent d'arriver à leur but, et aussitôt, elles préviennent Sofia des meurtres qui ont été commis.

Les vengeances personnelles, les attaques contre les

villages, et toute indiscretion en général dans le but de soulever la révolution sont absolument défendues et ceux qui s'en rendront coupables seront condamnés à mort.

Les bandes obéissent aux ordres des présidents de leurs districts qui à leur tour sont soumis aux ordres donnés par le président du Comité central à Sofia.

Composition et administration des bandes. — Chaque bande est composée de cinq ou six personnes dont un chef et un secrétaire nommés par le Comité central ; les membres d'une bande ont les mêmes droits ; les hommes qui la composent doivent être jeunes et endurcis aux fatigues des montagnes.

La condamnation à mort est prononcée dans les cas suivants :

1° Quand on divulgue les intentions du comité ou que l'on a des velléités de trahison dans un but intéressé ;

2° Quand on déserte la bande pendant un combat ; ces arrêts seront aussitôt exécutés. L'arrêt est prononcé par le Comité régional et approuvé par le Comité Central ; en cas d'urgence on peut exécuter le condamné sans attendre l'avis du Comité de Sofia (1).

En considérant le *Règlement du Comité*, on s'aperçoit que quand on dit « bande » il ne s'agit plus comme dans le passé, des individus, venus de Bulgarie qui ont formé des troubles dans tel ou tel autre endroit. A l'heure

(1) Pour plus de détails, voir le *Livre bleu*, 1903, I, n° 60, annexe 2.
— Voir aussi *Archives diplomatiques*, 1903

actuelle, ce sont les habitants eux-mêmes de deux ou trois villages voisins, qui forment les bandes en s'unissant en petites bandes, et allant dans d'autres villages pour les catéchiser pour la révolte, ou dans les villages du parti grec pour les amener par la persuasion ou par les menaces, à s'unir aux Bulgares (1).

C'est grâce à une pareille organisation que le Comité central a réussi à soulever le pays presque tout entier et qu'on a assisté pendant plusieurs années, surtout les trois dernières (1901 à 1903) à ce terrible combat entre les troupes régulières turques beaucoup plus nombreuses, et ces petits détachements de cinq à six hommes qui ne savaient que lutter courageusement et mourir héroïquement. La répression ottomane s'opère avec sa traditionnelle cruauté ; on estime qu'en 1901, 2.566 Macédoniens ont été assassinés par les Turcs, soit 200 par mois, un peu plus de 6 par jour (2). Le nombre des comitadjis de cette époque avait été évalué à 20.000, ce qui est peut-être trop exagéré.

Le gouvernement turc, pour se décharger de la responsabilité, informe les cabinets européens, qu'en présence de la recrudescence de l'agitation, et afin de mieux déjouer les projets criminels des auteurs de désordres, la Sublime Porte vient de transmettre aux gouverneurs généraux des dites provinces européennes les

(1) V. *Livre bleu* de 1903, I, annexe au n° 164.

(2) Voir André Chéradame, « Un problème naissant. La question macédonienne » dans la *Revue hebdomadaire*, février 1903.

ordres les plus sévères à ce sujet... ; mais que cette répression se fasse seulement au moyen de troupes régulières et de la gendarmerie sans que jamais, et pour aucun motif, la population ou des particuliers quelconques puissent y intervenir (1). Cependant les autorités turques ont pour ainsi dire violé cet édit avant sa naissance (2). Depuis, contrairement à toutes les promesses, elles ont, à chaque occasion employé les bachi-bouzouks, qui, très souvent, sous prétexte de poursuivre les agitateurs bulgares, ont pillé et dévasté le pays. La Turquie, tout en protestant de ses intentions pacifiques, se préparait vivement pour la guerre.

Le 19 mars 1902, Ali-Riza pacha, ministre de la guerre, déclarait à l'agent diplomatique anglais que la force militaire augmentait constamment en Macédoine : 59.500 à 95.000 hommes peuvent entrer en ligne (3).

Le commissaire ottoman à Sofia disait au représentant de la République française : « Nous ne demandons qu'à avoir devant nous 20.000 insurgés pour en finir une fois avec eux » (4).

La Principauté bulgare faisait également des prépa-

(1) V. *Livre bleu* de 1903, I, n° 176, 21 mars 1902.

(2) V. *Livre jaune*, lettre citée de M. Choublier du 4 mars 1902, où il rapporte que le capitaine Rifaat bey envoyé avec cent cavaliers à Ekchi-Son pour se saisir des conspirateurs au lieu d'y marcher directement, s'attarda dans les villages voisins à lever 200 bachi-bouzouks. Les conspirateurs avertis eurent le temps de fuir, mais les habitants payèrent pour eux ; ils furent battus et cruellement maltraités.

(3) V. *Livre bleu* de 1903, I, n° 152.

(4) V. *Livre jaune* de 1902, n° 6.

ratifs militaires, on se sentait à la veille de la guerre.



Pendant les premières années du mouvement macédonien, les Hellènes observaient une attitude assez réservée et pacifique ; l'infortunée campagne de 1897 leur avait laissé de graves déceptions vis-à-vis de la population macédonienne.

Ce n'est qu'au début de 1902, en voyant les désordres et les combats gagner le pays de plus en plus, que le gouvernement et les publicistes grecs commencèrent à agir plus énergiquement et à porter leur intérêt surtout dans les contrées du sud de la Macédoine. A la fin du mois de février, M. Zaïmas, alors ministre des affaires étrangères, déclarait dans un exposé que la question macédonienne appartient seulement aux grandes puissances et que les Etats balkaniques, y compris la Grèce, ne peuvent qu'élever des clameurs.

Comme les événements se succédaient avec une extrême rapidité et que des meurtres de Grecs étaient de toutes parts signalés, surtout dans la région de Monastir, le gouvernement grec envoya un *mémoire* aux grandes puissances en leur exposant que la situation vraiment intolérable que les comités bulgares sont parvenus à créer pendant ces dernières années en Macédoine, devient actuellement de plus en plus odieuse et menaçante. « De nombreuses bandes bulgares, organisées et équipées en Bulgarie et en Roumélie orientale

pénètrent dans cette province ottomane, y sèment la terreur et y commettent des crimes atroces contre tous les citoyens paisibles, qu'elles considèrent comme un obstacle à leurs visées criminelles et subversives. » « Les viols, les pillages et les meurtres directement inspirés par les agents du comité bulgare en Macédoine, restés jusqu'à présent presque toujours impunis, augmentent de jour en jour. » Ensuite, le *mémorandum* mentionne une série de violences et de meurtres de notables grecs, de professeurs, de prêtres et de maîtres d'écoles.

« Ce qui est attristant et digne, à tous les points de vue, d'attirer l'attention sérieuse de qui de droit, c'est que, dans plusieurs localités, les autorités ottomanes terrifiées elles-mêmes ou bien corrompues par le comité, ont été jusqu'à soutenir les organes de ce dernier dans la préparation de leurs crimes et soustraire les coupables à l'action de la justice » (1). L'anxiété grandit de jour en jour ; tous les cabinets européens s'en occupent simultanément.

Le marquis de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Pétersbourg, écrivait : « L'agitation révolutionnaire qui se réveille, pour ainsi dire annuellement, en Macédoine, paraît cette année prendre des proportions plus inquiétantes....., elle a un caractère d'autant plus sérieux qu'elle se manifeste plus active que jamais » (2).

(1) Voir *in extenso*, *Livre bleu* de 1903, I, annexe au n° 60. *Memorandum*, le 4 (17) mars 1902.

(2) *Livre jaune* de 1902, n° 1. — Voir aussi la lettre de M. Constans, du 6 mars 1902.

M. N. O'Connor de son côté, informait le marquis de Lansdowne que dernièrement les désordres avaient pris un caractère sérieux ; que, selon toutes les informations grecques, toute la Macédoine, excepté 130 villages, était dans l'organisation insurrectionnelle bulgare ; et que le soulèvement général serait ordonné pour le mois de mars ou d'avril.

D'autre part, les rapports des agents russes et autrichiens affirmaient que l'orage depuis longtemps préparé n'attendait qu'un moment favorable pour éclater.

Les puissances, pour éviter une conflagration générale dont l'issue ne serait certaine pour personne, penchaient plutôt pour charger la Russie et l'Autriche, les deux puissances le plus directement intéressées dans les affaires balkaniques, d'user de leur influence à Sofia et à Constantinople pour apaiser les choses et de proposer les réformes nécessaires.

La Russie et l'Autriche, mandataires de l'Europe, par l'organe de leurs ministres, appelaient l'attention du gouvernement bulgare sur ses obligations, non seulement comme vassal, mais au nom du *droit des gens*, et sur la nécessité de mettre un terme aux complots formés contre un Etat voisin et suzerain.

M. Danef comprit la haute importance des conseils venus de Saint-Petersbourg et de Vienne ; il savait bien aussi que les efforts de la Bulgarie seraient vains dans les affaires d'au delà du Rhodope, si le concours de l'Europe n'était pas assuré. Il n'ignorait pas, non plus,

l'influence de la Russie à Constantinople, chaque jour croissante, et sa ferme résolution d'arrêter, d'étouffer même l'insurrection dans la Macédoine pour des raisons multiples et peut-être aussi par crainte d'aboutir une fois de plus à un échec dans cette question d'Orient. En outre, la Russie était trop absorbée par les événements d'Extrême-Orient et voulait à tout prix maintenir la paix dans les Balkans.

Enfin, M. le ministre des affaires étrangères de la Principauté croyait mieux servir les intérêts de son pays et la cause nationale bulgare en se conformant strictement aux conseils du Tzar. Mais sa politique était battue en brèche par les *Stamboulovides* et l'opinion publique elle-même le trouvait trop docile aux ordres de Saint-Pétersbourg.

*
* *

Le gouvernement ottoman se rendait compte également du grave danger qui menaçait l'Empire. Sachant que le comité ne cherchait qu'à provoquer des désordres et des massacres dont la conséquence directe serait l'indignation et la protestation de l'opinion publique suivie d'une intervention des grandes puissances, intervention qui aurait, comme par le passé, des suites déplorables, la Porte se mit conséquemment sur ses gardes.

D'une part, pour être à la hauteur de vaincre les insurgés, on ordonna par décision impériale, de mobi-

liser en Turquie d'Europe, 170 bataillons d'ilavé (troupes auxiliaires ou de renfort). D'autre part, le grand vizir envoya une circulaire aux valis de Salonique, de Kossovo, de Monastir et d'Andrinople, en leur enjoignant de redoubler de vigilance contre les perturbateurs et les bandes pour que les particuliers n'aient pas à en souffrir. La répression devra être faite par les soldats et les gendarmes, non pas par la population, afin d'éviter toute immixtion étrangère et ses conséquences mortelles (1).

De cette façon la Turquie réussissait à se fortifier dans ses provinces européennes et par là, sinon à rendre l'insurrection inefficace, tout au moins à en diminuer singulièrement la portée.

IV

Après le Congrès macédo-bulgare tenu à Sofia en 1902, il était presque évident que l'insurrection générale était sinon étouffée, du moins ajournée pour cette année.

Le désaccord complet qui régnait parmi les chefs, l'intention déclarée de la part des Sarafovistes de ne pas engager la lutte, sous prétexte qu'on n'était pas prêt, tout faisait croire que le comité modéré reconnaissait cette nécessité.

(1) V. *Livre bleu* de 1903, I, n° 186 et le *Temps*, 1^{er} avril 1902.

Cependant, l'opinion européenne s'était trompée ; le Comité Zontchev-Michaïlowski avait entrepris une lutte vigoureuse qui avait progressé, au cours des mois de septembre et d'octobre 1902, et s'était transformée en une révolution

Les raisons qui ont poussé le comité modéré à cette lutte prématurée sont d'une nature plutôt occasionnelle ; ce furent surtout la rivalité de deux comités et le désir de Tzontchef et de Yankof de faire preuve d'un patriotisme révolutionnaire d'aussi bon aloi que celui de Boris Sarafof.

L'incendie s'était surtout répandu dans l'est de la Macédoine. Dans toute la vallée de la Strouma des combats sérieux ont été livrés ; toute l'activité militaire turque en cette région est presque condamnée d'avance à l'insuccès, à cause des particularités qu'offre la lutte dans ce pays montagneux, qui sont presque toutes favorables aux insurgés. D'une part, les montagnes de Malech et de l'autre le puissant massif du Pirin-Dagh sont des forteresses pour ainsi dire imprenables. C'est encore Pirin-Dagh qui fut, pendant plusieurs mois de l'année 1896, un refuge inexpugnable pour deux ou trois cents révolutionnaires (1). Dans un grand nombre de villages slaves la population mâle tout entière s'est jointe aux révolutionnaires ; en même temps, dans le vilayet de Monastir, le colonel Yankof avait soulevé une

(1) V. *Livre jaune* de 1902, n° 28.

grande partie de la population slave. La guerre de guérillas se propageait partout ; les combats contre les bandes, les troupes régulières et les bachi-bouzouks s'opéraient simultanément dans les différents districts des deux vilayets : Salonique et Monastir. On assistait à la fois à la lutte dans les environs de Malech ; dans ceux de Vodéna, à Ghevgheli, à Boganzi, autour de Monastir.

Devant l'impossibilité de disperser les bandes dont l'activité devenait de plus en plus croissante le gouvernement ottoman apporta de nouvelles plaintes contre ces bandits bulgares et rappela : que le gouvernement de Sofia ne faisait aucun effort, ni pour les punir, ni pour les dissoudre ; que la loi de tout Etat, quel que soit le régime qui le gouverne, ne permet pas l'existence, encore moins le fonctionnement d'associations formées dans le but de troubler l'ordre et la tranquillité dans les pays voisins et de pousser les populations de ces pays à se soulever contre leurs autorités légitimes.

Le gouvernement impérial ottoman s'adressa au marquis de Lansdowne, en le priant de faire entendre sa voix autorisée pour assurer la dissolution des comités (1).

La réponse du *Foreign Office* ne pouvait pas complètement donner satisfaction aux *desiderata* de la Porte. Le mouvement étant évidemment populaire, aucun gouvernement bulgare ne pourrait l'arrêter ; d'autre

(1) V. *Livre bleu*, 1903, I, n° 272, le 10 octobre 1902.

part, les démarches d'une seule puissance resteraient sans effet. Par ces raisons, le marquis de Lansdowne se proposait de conférer avec les représentants d'autres puissances. Il croit pourtant que la Russie est la mieux placée pour faire entendre sa voix à Sofia (1).

En même temps, la Chancellerie de Vienne et surtout celle de Saint-Petersbourg, affirmaient, en réponse à la note du marquis de Lansdowne, avoir reçu du gouvernement de la Principauté l'assurance de ses meilleures intentions et de la volonté de ne point encourager le mouvement révolutionnaire (2).

M. Delcassé, continuant la politique traditionnelle française en Orient, en réponse au cabinet de Londres, disait qu'il avait eu déjà à plusieurs reprises, l'occasion d'appeler l'attention du gouvernement bulgare sur la nécessité de surveiller exactement sa frontière, d'empêcher l'introduction d'armes et le passage de bandes en Macédoine, et que chaque fois, avec une extrême énergie le gouvernement de Sofia s'était défendu de l'accusation de manquer à son devoir, malgré les difficultés de la situation.

Tout en consentant à renouveler, d'accord avec les autres puissances, ses conseils à Sophia, M. Delcassé croit non moins utile d'exercer une action collective et simultanée sur la Sublime Porte, afin de l'amener à

(1) Voir *Livre bleu*, Marquis de Lansdowne à M. N. O'Connor, 14 octobre 1902.

(2) V. *Livre bleu*, 1903, 1, nos 287, 288, 18 octobre 1902.

traiter avec justice les populations de la Macédoine qui offriraient alors plus de résistance aux excitations des révolutionnaires, et que le moyen le plus sûr pour la Porte, d'arrêter le succès de la propagande faite par les comités était de se décider enfin à réaliser les réformes nécessaires que les populations de ce pays attendent depuis trop longtemps (1).

Plus le nombre des bandes augmentait, plus leur action était ressentie, et plus les puissances donnaient spontanément de liberté aux autorités turques pour « tranquilliser le pays ».

On connaît les procédés turcs dans de pareilles circonstances : violences, tortures souvent suivies du massacre de la population paisible.

Sous ce régime d'oppression extrême, de brigandage et d'assassinat, des milliers de Macédoniens ont franchi la frontière bulgare et serbe abandonnant tout pour échapper à la mort. Sans domicile, sans abri même, ces malheureux attendaient du secours de leurs frères bulgares et serbes ; la solidarité slave se manifesta brillamment et de toutes parts, surtout de la Russie, les secours arrivèrent (2).

A la suite de cette émigration de la population macédonienne dans la Principauté, le problème devint plus compliqué encore.

(1) V. *Livre jaune*, n° 30. M. Delcassé, ministre des affaires étrangères aux ambassadeurs de la République française (20 octobre 1902).

(2) V. *Livre bleu*, 28 novembre 1902, n° 328.

Devant le Sobranié, M. Danef, président du conseil, disait que la question macédonienne intéressait doublement son pays : au point de vue intérieur comme au point de vue international ; ce dernier, dit le ministre, est le plus important.

Cette émigration incessante provoque dans la Principauté des difficultés économiques et politiques et peut être arrêté en supprimant la cause, c'est-à-dire en exécutant le traité de Berlin. Il doit être déclaré *urbi et orbi* que le gouvernement bulgare désire les réformes en Macédoine, qu'il n'a rien de commun avec les comités dont les bandes commettent des crimes contraires aux bonnes relations internationales (1).

En réalité, le gouvernement princier se trouvait en présence de graves difficultés ; il sentait une double pression extérieure et intérieure. Les grandes puissances ne cessaient pas de réclamer la dissolution des comités, tandis que l'opinion publique du pays, chaque jour plus surexcitée par les nouvelles alarmantes d'au delà du Rhodope, exigeait du gouvernement plus d'énergie et de courage. Les patriotes les plus ardents demandaient simplement qu'on déclarât la guerre à la Turquie.

Un grand meeting de près de 10.000 personnes fut tenu à Sofia, le 19 octobre 1902, où M. Michaïlowski, professeur à l'Université de Sofia, dit que le désaccord des chré-

(1) V. *Livre bleu*, I, 22 novembre 1902, n° 322.

tiens était la cause de leur oppression, et il rappela ensuite que la présente insurrection était basée sur le traité signé par les grandes puissances et les représentants turcs.

Après le discours de M. Mikaïlowski, qui approuvait la politique du Comité suprême macédonien, les citoyens de Sofia, les émigrés de Macédoine et du vilayet d'Andrinople et les représentants des sociétés macédoniennes, protestèrent contre la faiblesse du gouvernement à propos des événements d'au delà du Rilo et contre l'indifférence des patriotes de la Macédoine et d'Andrinople.

Ils saluent fraternellement les leaders et les combattants qui tombent au delà de la frontière, qui se sacrifient sans espérance et qui ont trouvé les moyens de donner une rude leçon au peuple bulgare tout entier et à la diplomatie européenne (1).

Tout cet enthousiasme n'a pu l'emporter ; le gouvernement connaissait bien ses forces et celles de son ennemi ; on n'avait rien à espérer de la Russie où la *société Panславiste* ne jouait plus le rôle d'autrefois. Les hommes politiques de Sofia ne perdaient pas de vue ce qu'a coûté au peuple serbe l'enthousiasme de 1875 et la guerre de 1876-1878 avec toutes ses conséquences.

La guerre gréco-turque n'était pas non plus encourageante pour les Bulgares ; la Bulgarie a su jusqu'à pré-

(1) Voir *in extenso*, *Livre bleu*, 20 octobre 1902, p. 303, M. Elliot au marquis de Lansdowne. — Voir aussi : *Le Temps*, 20 octobre 1902.

sent, toujours mener la campagne, agir et s'arrêter à temps, quoique le peuple bulgare soit convaincu que le moment est venu de faire la guerre aux Turcs comme les Grecs et les Serbes l'on faite.

Quoi qu'il en soit, des raisons autres que les plaintes du gouvernement ottoman et les conseils des grandes puissances au gouvernement de Sofia, avaient contribué, en automne 1902, à l'échec de la tentative de soulèvement.

Séparés par une lutte intestine, les chefs des deux comités cherchaient à se nuire. Tandis que la *Réforme*, organe du comité Zontchef - Michaïlowski, lançait la Proclamation de l'insurrection générale dans les districts de Jumaïa, Melnik, Nevrokop, Demir-Hissar, Porvia, Doïran, Kukuch, Malechevo, Strumitza, Uskub et Razlog, l'autre *Réforme*, organe du comité opposé, continuait à démentir que ce mouvement fût une insurrection générale proprement dite (1).

Les bandes de Sarafof qui ne voulaient pas discréditer la révolution insuffisamment préparée barrèrent, en plusieurs endroits, la route aux bandes trop pressées du comité rival (2).

Les efforts déployés par Yankof et Zontchef devaient être annihilés par toutes ces difficultés, et le rude hiver qui approchait, contribuait également à la pacification apparente. C'est au printemps de 1903 qu'éclata une

(1) V. *Livre bleu* de 1903, I, n° 291.

(2) V. René Henry, *op. cit.*, p. 333.

insurrection autrement sérieuse, une vraie tentative de révolution.

Toutefois, il ne faut pas se faire d'illusions sur la grande importance de cet agissement de 1902. Sans doute, c'est sous la pression de cet événement que l'heure des réformes, toujours promises jamais exécutées, a été hâtée. Aussi fut-il le plus violent et le plus important depuis l'insurrection de l'Herzégovine en 1875. A ce propos, écrit M. Bapst, chargé d'affaires de France à Constantinople : « Aujourd'hui il est acquis que le mouvement de cette année a été de beaucoup le plus sérieux de tous ceux qui se sont produits depuis les guerres de 1876-1878 et qu'il permet de prévoir pour le printemps prochain des troubles plus étendus et plus graves (1-2).

(1) V. *Livre Jaune*, 4 novembre 1902, pièce 35.

(2) Comme le principal théâtre du mouvement insurrectionnel était cette fois-ci le sandjak (district) de Serès, nous jugeons indispensable de donner quelques détails démographiques qui peuvent expliquer jusqu'à une certaine mesure les difficultés qu'avaient rencontrées le mouvement révolutionnaire.

Le sandjak de Serès a huit cazas dont la population est :

	Turcs	Greco	Bulgares	Total
Djuma-Bala	6.100	1.500	13.416	21.016
Raslog.	14.681		16.601	31.372
Melnik.	5.908	5.784	16.000	27.692
Petritch	11.994	3.714	12.000	27.708
Nevrocop.	56.761	6.590	23.000	86.351
Demir-Hissar.	17.789	10.000	20.286	48.075
Serès	17.145	50.321	7.000	74.466
Zinha	5.710	29.000	1.610	36.320
Total	136.088	106.909	110.003	353.000

(Voir *Livre Bleu*, 17 décembre 1902, pièce 348 et annexes 1 et 2)



Pendant que Malech et la vallée de Stroumitza, ainsi que les environs de Bitolia (Monastir), offraient des exemples de luttes farouches du côté du nord du Char-Dagh, dans la plaine de Kossovo, l'anarchie trouvait son asile habituel.

On peut dire que jusqu'à Prichtina l'administration ottomane exerce une certaine influence ; mais au nord-ouest de ce point entre l'Ibard, le Lim, la Drin blanche et la Drin noire, il n'existe plus d'ordre légal.

Dans les circonscriptions administratives de Kola-chine, de Biélo-polié, de Drenitza, d'Ipeck, de Diakova, de Prichtina et de Prizren, les fonctionnaires ottomans ne peuvent agir que dans la mesure où la majorité de la population leur permet. Les tribunaux sont également impuissants, et on sait très bien que dans ce pays un iradé impérial n'a force de loi, que s'il reçoit une sanction implicite ou explicite des indigènes (1). Il suffit d'être musulman pour avoir tous les droits non seulement envers les rayas, mais même en ce qui concerne l'intérêt de l'Etat ottoman (2).

C'est dans ce champ clos du Champ des Merles et de Methochia que règne une guerre civile constante. A

(1) V. *Le Temps*, 6 mars 1902.

(2) Nous avons pu constater nous-mêmes qu'aucune loi ne lie un commerçant musulman. Ainsi à Prichtina, malgré le monopole de l'Etat pour le tabac, dans chaque boutique la vente en est libre ; l'autorité n'y fait rien parce qu'elle ne peut rien y faire. Partout ailleurs, on voit la même chose.

plusieurs reprises, on a tenté à Constantinople de mettre un terme à la situation déplorable de ces régions ; la Porte a toujours dû y renoncer.

Après une série de difficultés, la Russie a obtenu un nouveau poste consulaire en Vieille Serbie, à Mitrovitza, autant pour la protection des chrétiens que pour surveiller son alliée, car la Turquie a, pour ainsi dire, tacitement consenti à une sorte de *co-souveraineté* avec l'Autriche-Hongrie dans cette région. Les Albanais se montraient intransigeants et ne consentaient pas à ce qu'il y eut dans cette ville un agent moscovite.

Quoiqu'il n'y ait que 4.000 habitants, la ville de Mitrovitza est très importante, car c'est là que se croisent toutes les routes qui vont de Bosnie en Macédoine, et de Monténégro en Serbie. Au premier bruit de la nomination d'un consul russe dans cette ville, les notables chefs albanais Riza-Bey et Bairamzur sont allés à Uskub pour traiter avec les autorités en ce qui concerne la question du consulat russe (1) et quoique la Porte ait donné son consentement.

M. Schtcherbina, ancien consul à Scutari, fut nommé à Mitrovitza, pourtant les Albanais organisaient un grand meeting pour protester contre cette nomination (2). La Russie menaçait de poster des cosaques à Ipek, à Novi-Bazar, à Mitrovitza, et à Diakova (3).

(1) V. *Livre bleu*, 21 septembre 1902.

(2) V. *Livre bleu*, 30 décembre 1902.

(3) V. *Livre bleu*, septembre 1902, annexe au n° 277.

Devant cette résistance albanaise et les mauvais traitements infligés aux Serbes d'au delà de la frontière du Sud, l'opinion publique en Serbie se montrait de plus en plus excitée. Une grande réunion avait été tenue à Belgrade pour protester contre les horreurs et les actes de violences et de brigandages perpétuels des mahométans. En premier lieu, le gouvernement turc fut déclaré responsable de la destruction et de la suppression systématique de l'élément serbe en Vieille Serbie et en Macédoine ; l'assemblée appela ensuite l'attention du gouvernement serbe pour qu'il prenne les mesures nécessaires pour sauvegarder la vie et la propriété de ses frères du Sud, dont la situation n'est plus tolérable. L'assemblée assura ses frères de la Vieille Serbie et de la Macédoine que le peuple serbe est toujours prêt à leur venir en aide et à les protéger à ses risques et périls.

Par conséquent, si d'ici peu on ne donne pas protection aux Serbes de la Vieille Serbie et de la Macédoine, le peuple serbe saura comment protéger ses frères plutôt que de voir le dernier reste de vie éteint et étouffé dans le sang (1).

V

En 1903, la révolution, depuis longtemps préparée, atteint son point culminant. Les deux comités, « le mo-

(1) V. *Livre bleu*, 12 octobre 1902.

déré » et celui dit « du dedans », arrivent, après tant de griefs mutuels, à se réconcilier. Au commencement de l'année, on se préoccupait des préparatifs militaires de tous genres : les armements, les munitions, les habillements, les approvisionnements de nourriture et de service médical, en un mot tout ce qui est nécessaire pour la guerre. Partout, dans chaque village et dans toutes les villes où les comités étaient parvenus à gagner des partisans, on fondait de petits comités locaux, on fournissait des armes aux hommes et dans les exercices organisés, on leur faisait apprendre le maniement de leurs armes.

Habitée à les voir lents, indécis, inertes, l'Europe fut un peu surprise de l'activité inattendue que développaient les Turcs à la fin de 1902 et dans le courant de 1903. Cette activité n'avait pas pour but d'appliquer consciencieusement et rigoureusement les réformes promises, mais de se préparer à défendre le territoire qu'ils possèdent et à soutenir le maintien du *statu quo*. En effet, les soins pris par la Turquie durant le XIX^e siècle pour mettre son armée à la hauteur des armées européennes ne sont pas restés tout à fait infructueux. La victoire remportée en 1897 sur les Hellènes a admirablement relevé le courage et l'ancien fanatisme des Osmanlis.

Comme pendant ces dernières années les troubles dans ces provinces européennes étaient pour ainsi dire permanents, la Porte savait en profiter ; et quand l'in-

surrection menaçait d'embraser le pays tout entier, on voyait un nombre considérable de troupes, venues d'Anatolie, camper sur les principaux points stratégiques des deux provinces troublées.

Quoique le grand combat et la guerre générale aient été livrés en été, le désordre continuait néanmoins à régner sur tout le territoire des trois vilayets insurgés ; la position des villageois était des plus difficile. Les gendarmes, les soldats réguliers et les bachi-bouzouks se livraient à la « recherche des armes », le plus souvent c'était le meilleur prétexte pour se livrer à des excès sur une population inoffensive, et même si on ne trouvait pas d'armes, cette espèce de *chasse à l'homme* était toujours suivie de vols, de pillages, de violences et d'outrages, souvent les paysans se trouvaient en pareil cas dans un terrible dilemme. D'une part, s'ils avaient des armes et s'ils ne voulaient pas les donner aux autorités ottomanes, ils étaient cruellement battus ; d'autre part, s'ils les donnaient ils étaient condamnés à mort par le comité (1).

Ainsi placée entre l'enclume et le marteau, la population opprimée n'avait plus qu'à choisir la manière de mourir.

Malgré les démentis permanents et catégoriques de la part de la Sublime Porte, les rapports des agents britanniques donnent une série interminable des mau-

(1) *Livre bleu*, 6 janvier 1903, annexes 1 et 2.

vais traitements que subissent les habitants. Dans les cazas de Stroumitza et de Serès, la terreur des nizams, des rédifs et des zapties est à son comble.

Au commencement de 1903 l'opinion européenne fut de nouveau de plus en plus passionnée par les événements qui se passaient dans les vallées du Vardar et de Stroumitza.

A Athènes, la presse persiste à exiger, sous bénéfice d'améliorer l'administration, le *statu quo* dans les vilayets de la Roumélie. Le journal *Proïa*, organe de M. Delyanis, dit : que les contrées grecques d'au delà de la frontière artificielle de la Grèce ont été troublées l'année passée, plus que les années précédentes, par beaucoup d'incursions de la principauté bulgare, qui étaient dirigées contre la population hellénique. L'armée turque mit en déroute les envahisseurs, le Sultan et les grandes puissances ont fait tous leurs efforts pour pacifier le pays d'une manière permanente, mais nous devons avouer que la situation générale dans la province n'inspire pas beaucoup d'espérance, même aux plus optimistes.

Au point de vue de l'intérêt national, le maintien en Turquie d'Europe du *statu quo*, perfectionné autant qu'il est possible par une administration plus tolérable, est la politique qui est nécessaire à la Grèce. Par conséquent, nous croyons fermement que les sincères tentatives des grandes puissances à ce sujet trouveront le même empressement du côté du gouvernement turc.

« La question de l'ordre en Macédoine ne doit pas être laissée plus longtemps à la disposition de quelques perturbateurs et à l'ambition peu raisonnable de quelques patriotes exaltés de Sofia ; d'un autre côté, il ne convient pas non plus d'en laisser chaque fois la solution aux troupes turques seules, car alors les plus grands maux pourraient en résulter.

« Le gouvernement turc, s'il le voulait, pourrait apaiser les populations les plus mécontentes en écartant leurs principaux griefs qui suffisent à eux seuls pour leur faire accueillir avec sympathie les invasions bulgares (1). »

De leur côté, les deux gouvernements de Bucarest et de Belgrade ne tardaient pas à faire des déclarations analogues, en exposant leurs manières de voir en ce qui concerne le problème balkanique. Ainsi, M. Brătianu, ministre des affaires étrangères, adresse la note suivante à M. Catargi, ministre plénipotentiaire de Roumanie auprès de la cour royale de Londres. « Le gouvernement de Sa Majesté le roi de Roumanie, confiant dans les efforts des grandes puissances en vue d'assurer le *statu quo* dans la Péninsule balkanique, et animé du plus vif désir de contribuer au maintien de la paix si nécessaire au développement du royaume, s'est abstenu de toute intervention capable d'augmenter les causes actuelles de complications.

(1) *Libre bleu*, Sir E. Egerton au marquis de Lansdowne. Athènes, 16 janvier 1903.

« Ni l'excitation des esprits, ni les agitations répétées dans les Balkans, ne lui ont fait abandonner l'attitude calme et réservée qu'il s'est imposée vis-à-vis des affaires de la Macédoine... Mais notre attitude correcte, ne saurait infirmer ni les intérêts qui se rattachent pour nous aux événements pouvant surgir dans la Péninsule balkanique, ni l'attention sérieuse que nous devons leur accorder. En particulier, les affaires de la Macédoine font l'objet de nos préoccupations incessantes, car elles intéressent l'avenir d'une nombreuse population de race roumaine, et l'équilibre politique dans la Péninsule. Le désir de l'Europe de voir améliorer la situation des populations de la Turquie, ne se réduit certainement pas aux seules relations entre musulmans et chrétiens, mais s'étend aussi aux rapports d'égalité qui doivent exister entre les différentes nationalités chrétiennes...

« La patience prudente du Royaume et son souci constant à mettre d'accord ses propres intérêts avec ceux de la paix européenne ont certainement été appréciés par le gouvernement de Sa Majesté britannique. »

Enfin M. Bratiano espère qu'on voudra bien admettre le droit, pour la population roumaine de Turquie, d'être traitée sur le pied d'une parfaite égalité avec toutes les autres populations (1). Le gouvernement roumain veut bien la paix, mais il déclare nettement

(1) V. *Livre bleu*, Bucarest, 16 janvier 1903. M. Bratiano à M. Călugăreanu.

être prêt à soutenir énergiquement les droits de ses nationaux clairsemés, de l'Adriatique jusqu'au Bosphore, ainsi qu'à veiller sur l'équilibre balkanique.

On n'ignorait point à Vienne et à Saint-Pétersbourg la politique pacifiste qu'observait le Royaume de Serbie en conservant cette attitude, on espérait à Belgrade mieux préserver ainsi les intérêts nationaux. Le gouvernement du Royaume, en effet, se bornait à relever constamment le désordre chronique qui régnait en Vieille Serbie ; il insista sans relâche, soit pour le désarmement des Albanais, soit pour la permission du port d'armes à la population chrétienne, condition *sine qua non* pour la protection de cette dernière. La déception en Serbie fut cependant profonde quand on vit le premier projet de réformes austro-russe de février 1903.

M. Lozanitch, ministre des affaires étrangères, dans une entrevue avec M. Bonham, ministre plénipotentiaire britannique, ne dissimulait point le désappointement du gouvernement et de l'opinion publique. Exposant avec quelle vigilance le gouvernement serbe empêchait l'élan révolutionnaire, M. Lozanitch dit qu'il ne comprenait pas pourquoi le communiqué du gouvernement russe, en ce qui regarde la politique dans la Macédoine, lui avait été adressé. Ce communiqué du gouvernement du Tzar conseillait aux deux Principautés slaves d'observer l'attitude pacifique. Cependant, il est évident que la Serbie n'est point dans le même état que la Bulgarie.

Presque le même sentiment s'était produit, quand le comte Goluchowski, dans un discours au mois de mai dernier (1902), parla des avertissements répétés adressés aux États des Balkans par l'Autriche-Hongrie et la Russie qui avaient largement contribué à conjurer une crise. A cette occasion, le roi et son ministre ont fortement répudié l'idée que les avertissements aient été adressés à la Serbie, dont l'attitude avait toujours été correcte, et qui dans aucun cas, ne pouvait être confondue avec la Bulgarie.

M. Lozanitch parlant ensuite des réformes qui devaient être introduites dans les trois vilayets de la Turquie dit qu'elles sont extrêmement « modestes » et qu'elles ne seront pas considérées par la Serbie comme satisfaisantes, car elles ne prévoient aucune mesure pour la protection de la population serbe dans la Vieille Serbie contre le traitement illégal que lui font subir les musulmans. A présent elle est sacrifiée sans être capable de se défendre elle-même, parce que les chrétiens ne peuvent pas porter d'armes ; le désarmement de toute la population pourrait, dans l'état actuel des choses de cette région, être salutaire, mais alors il faudrait l'appliquer avec rigueur aux musulmans et aux chrétiens.

Ce mécontentement du cabinet de Belgrade est le résultat de sa politique timide et souvent équivoque, parce qu'il est difficile dans un pays comme la Turquie de parvenir à sauvegarder les intérêts de ses co-natio-

naux et d'observer scrupuleusement les règlements d'un bon voisinage. Aussi ce désappointement fut-il un avertissement pour le gouvernement serbe, et dans la suite des événements, en 1903 et 1904, son action fut beaucoup plus énergique.

Mais très certainement, de tous les Etats balkaniques, ce fut la Bulgarie qui se trouvait dans la position la moins enviable. Les choses qui se passaient au sud-ouest de la frontière bulgare étaient pour ainsi dire, le souci national, dans toutes les classes il régnait une sorte d'anxiété. L'insécurité dans laquelle se trouvait la Principauté devenait chaque jour plus critique, la presse et le Parlement s'en préoccupaient très vivement. Dans le *Sobranié* une ardente discussion s'ouvrit sur les affaires de la Roumélie. Dans une interprétation adressée au premier ministre, M. Strachimirof dit : une partie de nos frères d'au delà du mont Rilo s'est levée, les armes à la main, pour obtenir *de facto* les droits humains et civils qui leur sont garantis *de jure*, par l'article 23 du traité de Berlin ; ce soulèvement avait été provoqué par des outrages indescritibles contre la vie, l'honneur et la propriété commis par divers Beys et les représentants de l'autorité. Ensuite l'interpellateur demande au ministre si le gouvernement croit qu'il est urgent de s'adresser aux grandes puissances signataires du traité de Berlin, pour faire appliquer l'article 23 ; et s'il est vrai que le gouvernement a résolu de fermer la frontière aux réfugiés macédoniens. S'il en est ainsi, cette

mesure est non seulement inhumaine, dit M. Strachimirof, mais elle est aussi contraire aux principes du droit international. M. Danef dans sa réponse dit : « Deux questions nous préoccupent, celle des réfugiés et celle de l'émigration ; le gouvernement n'a pas pris et ne prendra aucune mesure pour fermer la frontière aux réfugiés ; la preuve en est qu'il se trouve un nombre considérable de réfugiés dans le pays. »

Le gouvernement a fait des efforts pour le rapatriement des réfugiés et s'efforce de les convaincre des bonnes intentions du gouvernement turc, mais ils refusent d'y croire et de retourner en Macédoine. Cependant, le gouvernement a le droit de compter sur leur retour qui est déjà un fardeau pour l'Etat et la société. Cette question sera réglée quand les réfugiés seront convaincus que l'ordre et la tranquillité règnent dans leur pays.

La question d'émigration des Macédoniens en Bulgarie est tout à fait autre ; les émigrants macédoniens ne peuvent pas abandonner l'intérêt de leur pays natal et leurs compatriotes.

Le gouvernement ne peut pas retenir un homme qui a mis dans son esprit de donner sa vie pour son pays, mais les limites de la légalité ne doivent pas être dépassées. Ceci est au détriment, non seulement de la Bulgarie, mais aussi de la cause macédonienne elle-même. Le ministre avertit l'opinion publique afin qu'elle ne se laisse pas influencer par de beaux discours et des appels

ardents. Comme le gouvernement doit être capable de repousser n'importe quelle accusation d'une action déloyale de la part des grandes puissances, il ne doit pas hésiter de prendre les mesures les plus énergiques contre ceux qui enfreignent les lois du pays, il fera ceci non seulement dans l'intérêt de la Bulgarie, mais dans celui de la Macédoine (1).

Certes, on s'attendait à chaque moment à ce que la guerre éclate et si elle avait été encore une fois évitée, c'est grâce non seulement à la prudence des hommes politiques bulgares, mais aussi aux conseils souvent impératifs venus de Saint-Pétersbourg.

Ce n'étaient pas seulement les petits Etats chrétiens qui se préoccupaient, surtout en 1903, du sort de la population des provinces turques ; un grand mouvement s'était produit dans l'Europe entière en sa faveur. Dans tous les grands centres d'Europe, en particulier à Paris, à Londres et à Rome, de brillantes manifestations avaient été organisées pour protester contre ces massacres réglés et continuels d'Arménie et de Macédoine (2). La crise que traversait l'Empire ottoman était la préoccupation permanente des Parlements et

(1) V. *Livre bleu*, M. Elliot au marquis de Lansdowne, Sofia, le 10 février 1903, annexe. Interpellation sur la question macédonienne, dans le *Sobrianié*, le 5 février 1903.

(2) V. *Manifestations franco-anglo-italiennes. Pour l'Arménie et la Macédoine*, Paris, 1903.

En Angleterre the « *Balkan Committee* (qui existe encore) a organisé une agitation méthodique : il a tenu plus de cent cinquante meetings à Londres et en province.

des Chancelleries des grandes puissances. La Russie et l'Autriche-Hongrie, entrées déjà dans la voie des réformes, fondaient leur espérance entière sur la solution pacifique du problème oriental, aussi aigu qu'il soit. De même, à la Chambre des députés italienne, interpellé sur l'accord autro-russe concernant la question balkanique, M. Alfredo Barcelli, sous-secrétaire d'État au ministère des affaires étrangères, répond que le gouvernement italien, conformément aux déclarations faites précédemment et aux exigences des intérêts vitaux, a suivi avec un œil vigilant la succession des événements dans la Péninsule balkanique et est resté, de concert avec les autres gouvernements intéressés, spécialement avec ceux de la triple alliance.

Les efforts de l'Italie avaient toujours été dirigés vers un double objet : l'amélioration de l'état actuel de la population qui vit sous l'administration du gouvernement turc en Europe, et le perfectionnement du *statu quo* territorial dans la Péninsule balkanique.

L'Autriche-Hongrie et l'Italie ont depuis longtemps reconnu que la sauvegarde de leurs intérêts respectifs est dans le maintien du *statu quo*, et il est évident, que les intérêts qu'ils ont à protéger consistent dans la conservation de l'équilibre existant au delà de la mer de l'est, (1). M. Barcelli déclare ensuite que le gouvernement insistera auprès de la Sublime Porte pour qu'on

(1) V. *Livre bleu*, M. Rodd au marquis de Lansdowne, Rome, 17 février 1903, annexe au n° 46.

agisse avec grande modération dans la répression du mouvement insurrectionnel.

Mais c'est le cabinet de Paris qui fut pour ainsi dire l'un des premiers promoteurs du mouvement et celui qui tira les puissances de leur torpeur.

La France étant la moins directement intéressée dans la crise macédonienne insiste autant, peut-être plus, sur son côté humanitaire que politique, ne cherchant que la paix et la prospérité des peuples d'Orient sans distinction de race ni de religion. Aussi M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, déclarait-il au mois de février, à M. E. Monson, ambassadeur britannique auprès de la République française, que la « question macédonienne ne doit pas être seulement envisagée au point de vue politique, mais encore au point de vue humain ». Interpellé à la Chambre des députés, M. Delcassé fit une déclaration semblable sur les affaires d'Arménie et de Macédoine (1).

« De même, disait M. Jaurès, nous ne voulons pas la guerre contre l'Islam, et si nous allons protéger en Arménie et en Macédoine des populations chrétiennes, ce n'est pas parce qu'elles sont chrétiennes, c'est parce que ce sont des hommes auxquels sous le régime turc, leur qualité de chrétiens attire un surcroît de périls et d'épreuves (2). »

(1) V. le *Journal officiel*, séance du 10 mars 1903.

(2) Pour *l'Arménie et la Macédoine*. La manifestation au théâtre du Château d'Eau, Paris, 15 février 1903.

L'Angleterre, dans son « splendide isolation », dès le premier jour des récents troubles dans le sud-est européen se mit sur un terrain pacifique et humain ; c'est elle qui reprit le principe, si chaudement soutenu autrefois par la diplomatie russe, *le principe d'autonomie* pour les provinces européennes turques.

Quant au gouvernement de Berlin, il ne changea pas son attitude, et les liens intimes qui unissent la maison de Hohenzollern avec celle du successeur du Prophète se sont plutôt resserrés.

VI

Plus de doute pour personne, les événements qui se succédèrent les uns aux autres en Turquie d'Europe étaient tout prêts à ouvrir une nouvelle crise orientale dont personne ne pouvait prévoir les conséquences. Comme nous venons de le dire, la question macédonienne est devenue une question européenne. Les hommes politiques, les savants, les publicistes, en un mot l'opinion publique unanime prêtait toute son attention aux affaires d'Orient.

Le souci constant était de conjurer la guerre, tout en cherchant les moyens pour tirer la population opprimée de l'état où le régime turc la maintient ; cependant tous ces efforts sont condamnés à l'insuccès. Le gouvernement ottoman a toujours fait la sourde oreille aux bons conseils, non seulement il n'a jamais entamé franchement et sérieusement les travaux de réformes,

mais même il a toujours invoqué une raison quelconque pour favoriser dans l'Empire les éléments les plus perturbateurs. Certes en Asie, pour les infortunés Arméniens condamnés contre toutes les lois humaines, à disparaître, les Kurdes se sont chargés d'exécuter le verdict du Sultan ; tandis qu'en Europe, ce sont les Sky-pétars qui remplissent les mêmes fonctions à l'égard des chrétiens.

Nous avons vu précédemment avec quelle audace les tribus albanaises s'opposaient à l'introduction des réformes. La nomination du consul russe à Mitrovitza servait de bon prétexte pour que les protestations des Arnauts dégénèrent en une vraie révolte. Au mois de février 1903, les chefs albanais organisaient de nombreux meetings, manifestant ouvertement leur mécontentement contre l'admission des chrétiens dans la gendarmerie et contre le représentant moscovite.

Pressé par les grandes puissances, le grand vizir donna l'ordre pour que 15.000 rédifis de Smyrna partent pour l'Europe afin qu'on puisse renforcer les troupes déjà mobilisées en Macédoine et en Vieille Serbie ; cependant à la fin du mois de mars, une partie importante du vilayet de Kossovo, notamment les villes de Diakova, d'Ipek, de Prizren, de Voutchitren, de Férifitch, de Prichtina et de Mitrovitza, étaient soulevées ; Mitrovitza servait de centre d'opérations aux révoltés. Le consul russe à Mitrovitza écrit : « des Albanais, rassemblés près de la ville de Voutchitren avaient réclamé

l'éloignement des zaptiés chrétiens ; les autorités ayant refusé de donner suite à leur demande, ils sont entrés le 16 mars à Voutchitren et ont fait conduire sous escorte les zaptiés chrétiens à Prichtina. Le 17 mars ils ont assiégé Mitrovitza, mais ils ont été repoussés et dispersés par le feu d'artillerie des troupes turques, en laissant sur le terrain plus d'une centaine de morts et de blessés » (1). S'ils n'ont pas réussi à occuper la ville dont la conséquence inévitable aurait été le massacre général des chrétiens c'est, très certainement, grâce au courage de M. Schtcherbina, qui dirigeait lui-même l'artillerie et forçait, pour ainsi dire, les commandants turcs à arrêter par la force l'invasion albanaise. Par cette héroïque conduite, en mettant sa vie en danger, il avait sauvé la vie à des milliers d'individus sans armes ni protection, mais l'infortuné consul fut tué le lendemain (18 mars). « Etant sorti de son domicile avec ses Kavass et une escorte militaire, M. Schtcherbina avait rencontré un soldat albanaise qui, feignant de le saluer, lui tira un coup de fusil dont la balle lui transperça le flanc gauche (2). » Peu après, il succomba. Sa mort fut, surtout à Belgrade un événement très alarmant.

Les préparatifs militaires, demandés par toute la presse serbe, étaient en effet à ce moment très actifs, et

(1) V. *Livre bleu*, télégrammes du consul de Russie à Mitrovitza des 13, 17 et 18 mars 1903, *Archives diplomatiques*, 1903.

(2) V. *Livre bleu*, télégramme du consul de Russie à Uskub, du 18 mars 1903.

Déjà, en 1889, le premier consul serbe de Prichtina fut tué dans la rue, en plein jour, par un Albanais.

on pensait sérieusement qu'un conflit était inévitable. Pour la Russie, le meurtre de son agent était un rude coup, et à ce propos, le *Messenger officiel* de Saint-Petersbourg écrit : Dès qu'on eut reçu à Constantinople la nouvelle de l'audacieuse attaque des Albanais à Mitrovitza, l'ambassadeur de Russie près de Sa Majesté le Sultan, s'était empressé d'attirer l'attention du grand vizir sur l'insuccès manifeste des tentatives faites par la Porte pour obtenir l'obéissance des Albanais par des remontrances pacifiques, et sur le besoin urgent de prendre des mesures énergiques pour châtier les insurgés et assurer la sécurité de la population chrétienne. Férid Pacha s'était empressé de donner au conseiller privé actuel Zinoview, l'assurance que le gouvernement turc, conscient du devoir qui lui incombe, emploierait tous les moyens dont il dispose pour faire cesser les troubles et rétablir la tranquillité.

Cependant, on recevait à Constantinople un autre télégramme signalant une nouvelle manifestation du fanatisme des Albanais dont avait été victime le consul de Russie à Mitrovitza. Aussitôt cette douloureuse nouvelle reçue, le Sultan chargea, par télégramme, le représentant ottoman à Saint-Petersbourg, d'exprimer au gouvernement impérial son plus profond regret à l'occasion de l'attentat, dont le conseiller de cour Schtcherbina avait été victime (1).

(1) V. *Journal Saint-Petersbourg* du 23 mars (5 avril) 1903 ; *Archives diplomatiques*, 1903.

A Saint-Pétersbourg comme à Constantinople, le gouvernement turc assurait de son mieux, que les fauteurs seraient sévèrement condamnés, et l'ordre rétabli. En effet, plus de 20.000 soldats, la plupart venant de l'Asie-Mineure, ont été envoyés sur le théâtre des troubles.

Au sujet des troubles de Mitrovitza, le Sultan disait à M. N. O'Connor que les « Albanais appartiennent à une race orgueilleuse et indépendante, et si leur *amour-propre* est blessé, ils deviennent encore plus intraitables » (1). Cependant il croit à une bonne issue.

Pressé ainsi de tous les côtés, le gouvernement impérial ottoman se mit à l'œuvre *volens nolens*, et une commission *ad hoc* fut constituée. Tout d'abord, à Vienne on n'attachait pas une grande importance aux désordres qui se passaient dans le vilayet de Kossovo ; le comte Goluchowski les considérait comme tant d'autres incidents qui s'y produisent périodiquement. Toutefois, comme la situation s'aggravait tous les jours, le représentant de l'Autriche-Hongrie à Constantinople, M. de Calice, avait reçu l'ordre de s'associer à son collègue russe pour insister auprès de la Porte. Les pourparlers entre les insurgés albanais et les représentants de l'autorité turque s'ouvrirent et aboutissent enfin, grâce à une action très énergique du gouvernement de Saint-Pétersbourg, à établir une trêve sinon une paix durable.

(1) V. *Livre bleu*, M. N. O'Connor au marquis de Lansdowne, 4 avril 1903.

Notons ce contraste frappant : tandis que la Russie, comme nous venons de le voir, a eu tant de peine pour obtenir un poste consulaire à Mitrovitza où son premier agent fut victime du fanatisme mahométan, M. de Calice a demandé et obtenu immédiatement l'*exequatur* pour le chevalier de Zambaur, comme consul à Mitrovitza, en Vieille Serbie. Les Albanais, si hostiles au consul russe, accueillirent fort bien son collègue autrichien (1).

*
* *

Pendant que la révolte albanaise attirait sérieusement l'attention de l'Europe, les révolutionnaires bulgares préparèrent dans le port (golfe) de Salonique une surprise non moins grande. Aussitôt après, à la fin du mois d'avril, des bombes éclatent à Salonique... « Dans la soirée du 29 avril, un certain nombre de Bulgares, passant en voiture devant l'agence de la banque ottomane ont jeté à l'improviste des bombes sur les soldats, les agents de police et les gardiens préposés à sa garde.

« Ils incendièrent et dynamitèrent cette agence, détruisirent le bureau de poste ottoman et le club allemand, lancèrent des bombes sur divers points de la ville et firent éteindre tous les appareils d'éclairage au gaz... il y eut plusieurs victimes. Grâce aux mesures promptes et efficaces que l'on prit, l'ordre et la tranquillité furent maintenus... les hôtels, les consulats étrangers et les

(1) V. *Le Temps*, 6 mars 1903.

édifices publics furent gardés par les troupes impériales (1). »

Ces audacieuses attaques provoquèrent en Europe, surtout dans la presse officieuse une grande émotion. Les comités même ont protesté contre ces faits, en disant qu'ils étaient l'œuvre d'une « folle » minorité, que jamais le parti macédonien et l'organisation intérieure n'ont conseillé ni approuvé ces crimes, et que le peuple macédonien ne saurait être responsable du coup de tête de quelques désespérés (2). Les comités étaient un peu contraints de flétrir les actes de ceux d'entre eux, qui par leur audace et leur imprévoyance risquaient de compromettre l'avenir de leur œuvre.

Ils craignaient surtout de perdre la sympathie de l'opinion publique, et ne désiraient point qu'on considère la lutte entreprise comme une menée anarchiste. En réalité, les « criminels », comme les rapports turcs aiment à les nommer, étaient des hommes qui savaient qu'en portant la bombe ils allaient à la mort. « Sans scrupule, ils ont versé le sang d'autrui ; mais sans hésitation, dit M. Bérard, ils ont donné le leur. » « Leur crime est peut-être inexpiable : leur courage fut sûrement héroïque. »

Au fond, les comités ne désapprouvaient pas plus les attentats de Salonique que ceux qui étaient commis en

(1) V. *Livre bleu*, Musurus Pacha au marquis de Lansdowne, 2 mai 1903.

(2) V. Bérard, *Pro Macedonia*, Paris, 1904 (A. Colin).

Macédoine, notamment contre les trains internationaux et en voici la preuve : Le *Mémoire de l'organisation intérieure* a donné une liste soigneusement rédigée de tous les attentats commis en Macédoine et dans le vilayet d'Andrinople ; en nous apprenant aussi que tous ces attentats *étaient des moyens efficaces dans la lutte et ont contribué beaucoup à ce qu'elle puisse être continuée* (1).

Bientôt quelques navires des grandes puissances se rendirent à Salonique ; la démonstration navale n'eut pour but que de protéger les sujets et les intérêts des puissances respectives. Les attentats de Salonique étaient une sorte de prélude de la lutte suprême qui se préparait. C'est depuis ces événements de Salonique que les petites bandes eurent, pour ainsi dire, chaque jour des rencontres très sérieuses avec les détachements turcs soit d'armée régulière, soit de bachi-bouzouks. En effet, l'insurrection générale avait été proclamée le 20 juillet et dura jusqu'au 20 octobre 1903 (v. s). C'est à cette époque qu'on a assisté à une véritable guerre ; la Turquie avait sous les armes près de 300.000 hommes ; nizams, rédifs, ilavés, sans compter les bachi-bouzouks dont on se servait dès que l'occasion se présentait. Pendant ce carnage général, les actes les plus atroces se sont passés. « Massacres en masse et meurtres individuels ; destruction de villa-

(1) Voir *La Macédoine et le vilayet d'Andrinople* (1893-1903) ; *Mémoire de l'organisation intérieure*, Sofia, 1904 (en bulgare), ouvrage qu'on consultera avec fruit.

ges entiers et émigration de leurs habitants ; pillage et incendie des maisons ; arrestations et tortures ; détentions arbitraires et déportation ; internement dans les lieux d'origine, fermeture ou désorganisation des institutions religieuses et scolaires ; ruine des négociants et des artisans, saisie ou vente des propriétés au profit des Turcs nouvellement venus dans les villages bulgares ; perception anticipée des impôts pour plusieurs années ; ruine économique des familles bulgares, par le fait de cette perception, par le système des fermages et au moyen de la taxe d'exonération militaire : tels sont les actes de l'administration ottomane dans les vilayets de Salonique, de Monastir, d'Uskub et d'Andrinople (1). L'anarchie régnait partout ; le gouvernement russe déployait toutes ses forces et son influence pour arrêter le courant révolutionnaire, ses agents étaient, à vrai dire, entre l'enclume et le marteau. Tandis que les Slaves révoltés fondaient de grandes espérances sur le secours de leurs frères du Nord et étaient plus d'une fois surpris en voyant les agents russes sinon contrecarrer leurs projets, du moins leur donner des conseils difficiles à observer ; les musulmans de leur côté, habitués à voir venir de Moscou tous les maux qui les accablaient, regardaient les représentants de la Russie comme la cause immédiate de leur infortune. Pour ne pas aller chercher encore d'autres raisons, il

(1) V. Le Mémoire adressé par le gouvernement bulgare aux Chancelleries des grandes puissances le 28 juillet (v. s.) 1903.

est facile de comprendre que cette haine séculaire contre le moscovite explique en quelque sorte l'état d'âme du soldat turc. Nous avons vu plus haut qu'un consul russe avait trouvé la mort au mois de mars 1903 à Mitrovitza pour avoir sauvé la population chrétienne de la fureur musulmane. Le 8 août de la même année, M. Rostkovsky, consul russe à Monastir, avait été tué par un gendarme turc. « Au retour d'une promenade aux environs de la ville, le consul de Russie à Monastir n'ayant pas été salué par le gendarme qui était en faction devant le corps de garde de Nuzhetié, descendit de voiture pour l'interpeller, et au cours de l'altercation qui s'en est suivie le gendarme tua M. Rostkovsky (1). »

Le gouvernement russe, désirant ne pas aggraver la situation déjà si compliquée, se contenta, pour clore l'incident du meurtre de son second consul, que le meurtrier ainsi que toutes les autorités civiles et militaires soient immédiatement punis. D'autre part, les sources turques nous apprennent que M. Rostkovsky montrait trop de zèle pour l'orthodoxie et les insurgés ; ses amis l'avaient surnommé « le grand lama des orthodoxies ». On lui reprochait d'avoir maltraité les soldats turcs, et sa mort n'était qu'une vengeance des offensés (2). Le meurtre de Rostkovsky n'a nullement empêché les ban-

(1) V. *Livre bleu*, Mémoire adressé au *Foreign Office*, par l'Ambassadeur de Turquie, le 9 août 1903.

(2) V. M. Gandolphe, *La crise macédonienne*, Paris, 1903.

des dans leurs agressions, ni les troupes dans leurs persécutions. Le vilayet de Monastir était presque tout entier soulevé, une grande partie du vilayet de Salonique était également sous les armes ; le vilayet d'Uskub depuis la trêve albanaise avait, relativement aux deux autres, moins d'endroits où les insurgés opéraient ; enfin le nord-est du vilayet d'Andrinople était, lui aussi, en feu.

Sans nous étendre sur les détails et chercher à énumérer toutes les rencontres entre les bandes et les troupes, ce qui nous amènerait à d'interminables citations, nous renvoyons le lecteur à de nombreux rapports donnés par les *Blue Books* ; néanmoins, il est indispensable de donner ici quelques chiffres sur les rencontres entre les insurgés et les troupes turques et les pertes d'hommes qu'elles coûtèrent, car cela ne peut que mettre en relief toute la gravité et toute l'importance de notre problème. Pendant l'insurrection de l'été 1903 (20 juillet-20 octobre), 239 rencontres ont eu lieu entre les insurgés et les soldats turcs, ainsi classées par vilayet : 150 dans le vilayet de Monastir où le mouvement révolutionnaire était le plus actif et la lutte la plus ardente ; ensuite, 38 dans le vilayet de Salonique ; 36 dans celui d'Andrinople et enfin 15 dans le vilayet d'Uskub.

Notons toutefois, pour éviter des équivoques, que ces 15 rencontres dans le vilayet d'Uskub représentent seulement les attaques des insurgés bulgares contre l'armée turque ; mais les nombreuses incursions albanaises n'y sont pas comprises, de là ce chiffre si minime.

La lutte la plus acharnée s'était livrée au mois d'août, et il y eut de nombreuses batailles(1). Dans le courant du même mois, le massacre de Krouchevo eut lieu. La petite ville de Krouchevo, sise à 8 heures de cheval à l'est de Monastir, a 11.000 habitants chrétiens, dont les deux tiers sont patriarchistes. Le massacre de Krouchevo est d'une portée particulièrement grave ; voici quelques passages du rapport d'un agent britannique : « Dans la nuit du dimanche au lundi (2 août), des coups de fusils continuels et des cris prolongés de hourrah (2) furent entendus. Les habitants réveillés ne savaient pas ce dont il s'agissait ; en même temps les cloches des églises bulgares et grecques se mirent à sonner à toute volée et peu après on aperçut des flammes sortant du bâtiment servant de Konack. On comprit que des insurgés bulgares des villages voisins et autres avaient occupé la ville... Les comitadjis étaient au nombre de 250 à 300. Ayant fait ouvrir de force quelques magasins pour se procurer du pétrole, ils se servirent de la pompe à incendie de la municipalité remplie du susdit liquide pour incendier les bâtisses... ; 15 à 20 soldats et employés turcs furent tués ; parmi les comitadjis, il y eut environ 8 tués dans cette nuit. Le matin, les insurgés arborèrent leurs drapeaux rouges sur divers endroits de la ville et formèrent une sorte de gouvernement provisoire. Une commission spéciale a ouvert une liste de

(1) V. *Macédoine et vilayet d'Andrinople*, op. cit., p. 182 et suiv.

(2) Dans le texte « *houzza* ».

souscriptions, sous menace de mort contre ceux qui refuseraient d'y contribuer, en trois jours, 20.000 à 25.000 francs furent encaissés ».

Les chefs faisaient entendre au peuple, dans des réunions, que dans quelques jours des renforts arriveraient de Serbie et de Bulgarie, qu'à Küprülü, 2.000 officiers serbes et bulgares étaient arrivés, que la chute de l'Empire ottoman était imminente. Le 12 août, l'armée qui arrivait depuis plusieurs jours déjà, avait cerné fortement la ville. Les assiégeants étaient environ 3.000. Invités par Bakhtiar pacha à se rendre, les insurgés refusèrent ; l'attaque fut aussitôt ordonnée et accompagnée de coups de canons. Une heure après, la plupart des comitadjis se dispersèrent dans les montagnes et dans des directions opposées. Alors, les habitants tremblants cherchaient un refuge dans les caves et autres endroits cachés des maisons... ; l'armée fit son entrée dans la ville, suivie des bachi-bouzouks et se mit immédiatement à l'œuvre : le pillage, la violence, l'incendie firent fureur, on ne s'arrêta que devant le quartier bulgare. . qui resta intact. Ce miracle est dû, affirme-t-on, à quelques pourparlers intermédiaires à voix basse, avec des personnes bulgares et à une poudre d'or, qui se leva autour des Turcs pour les empêcher de distinguer ce quartier. Cela est bien caractéristique, et prouve autant la corruption des uns que l'immoralité et la rapacité des autres.

Mais ce détail qu'on vient soutenir comme vrai,

prouve en même temps la méchanceté bulgare envers les autres éléments ; en effet, pourquoi l'argent n'a-t-il pas été offert au commencement, c'est-à-dire lors de l'entrée des Turcs et avant la destruction des grands quartiers gréco-vlaks ? pourquoi se sont-ils rappelés au salut de la ville après la destruction de toute la partie qui n'était pas bulgare ?

Or, l'argent donné aux Turcs pour ne pas toucher les Bulgares provenaient des souscriptions des habitants non seulement bulgares, mais aussi et surtout des Grecs et des Vlaks. L'argent commun pris, à main armée, n'a servi qu'à sauver ceux qui furent la cause du malheur général (1).

Nous donnons ce récit sous toutes réserves, d'autant plus, qu'il est en contradiction avec d'autres sources, notamment avec celles des Bulgares, parce qu'il est difficile de croire que les Turcs aient ainsi ménagé les Bulgares au moment même où tous les musulmans redoublaient de haine et de colère contre eux. L'archevêque grec de Monastir, qui est allé à Krouchevo peu de temps après le massacre, affirme que près de 80 personnes furent tuées ; sur un ensemble de 1.600 maisons, 366 ont été incendiées et 600 pillées ; 203 magasins et boutiques incendiés et pillés. En voyant ces faits accomplis par les troupes et les irréguliers, on est effrayé des procédés ignobles des pacificateurs turcs. Il

(1) Voir *Livre bleu*, M. N. O'Connor au marquis de Lansdowne. *Therapia*, le 4 septembre 1903, annexe n° 6. *Memorandum*, par M. Pissurica.

semble que le moment était venu pour que la Porte applique son programme comme en Arménie. Certes, comme le dit M. de la Boulinière, une répression turque est pleine de hasards même quand elle est justifiée ; toujours périlleuse par ses excès, elle peut avoir des contre-coups inattendus ; elle ne clôt généralement pas une question, elle la met à l'ordre du jour (1).

On est obligé de reconnaître aussi que la manière d'agir des comités avait plus d'un point faible ; ils ont eu, il faut l'avouer, bien des difficultés à surmonter, mais leur pression sur la population pour l'extorsion d'argent, l'enrôlement forcé et tant d'autres procédés non approuvés par la population, ont amené à discréditer assez gravement leur œuvre.

De toutes les fautes commises par les comités macédo-bulgares, très certainement la plus grosse fut leur intolérance. Quoiqu'ils aient à maintes fois déclaré, très haut que leur but suprême n'est autre chose que la délivrance du pays, ils se sont souvent perdus dans une lutte fratricide. A notre avis, cet exclusivisme fut l'erreur fondamentale de la révolution.

A Sofia, on a voulu faire de la question macédonienne une question purement bulgare et on souffrait difficilement les autres éléments chrétiens. Partis de ce principe erroné, les comités ont évidemment souvent rencontré une résistance ostensible de la part des populations

(1) Voir *Livre jaune*, M. de la Boulinière à M. Delcassé. Sofia, le 10 mars 1902.

chrétiennes non bulgares. C'est là que git tout le mal, et qu'il faut chercher l'explication de l'échec final de la révolution ainsi que le secret de ces assassinats entre chrétiens qui sévirent dès qu'on déclara la révolution close !

Malgré l'accroissement des troupes ottomanes, les bandes ne désarmaient point ; la lutte continua avec la même âpreté, pendant tout le mois de septembre jusqu'à la fin du mois d'octobre. Les pertes de part et d'autre sont énormes. « *Le Mémoire de l'organisation intérieure* » évalue à 99¼ insurgés tués (3.80 0/0) et 5.328 soldats turcs (1.50 0/0), dont 746 insurgés et 3.087 Turcs ont péri dans le seul vilayet de Monastir. Les pertes turques sont cinq fois et demie plus grandes que celles des insurgés (1). En même temps, 201 villages furent totalement ou à peu près incendiés, 12.440 maisons brûlées, 4.69¼ personnes tuées, 3.122 femmes violées, 70.855 habitants restés sans abri, près de 30.000 fugitifs en Bulgarie et plus de 10.000 se sont enfuis en Grèce et en Serbie ; enfin plus de 25 000 prisonniers.

Voilà le triste tableau de la situation en Macédoine qu'on prétend améliorer par l'action réformatrice des deux agents civils de l'Autriche et de la Russie et de quelques officiers de gendarmerie européenne (2-3).

(1) V. *La Macédoine et le vilayet d'Andrinople*, op. cit., p. 184.

(2) V. le *Petit Temps* de décembre 1904.

(3) V. aussi *Livre bleu*, M. O'Conor au marquis de Lansdowne, le 23 septembre 1903, annexe.

D'après les chiffres que nous donnons ci-dessus, il est facile de voir que la récente insurrection en Macédoine, en Vieille Serbie et dans le vilayet d'Andrinople est un événement d'une portée historique considérable. Certes, après la grande crise orientale de 1876-1878 c'est la révolution macédonienne qui a le plus sérieusement remis la question d'Orient et l'a mise de nouveau sur le tapis.

Comme on le voit, les *conséquences de ce soulèvement sont très grandes*. D'une part, dans cette lutte 6.437 chrétiens et plus de 5.328 soldats turcs ont trouvé la mort, ce qui fait un ensemble de *11.765 victimes*, enfin si on ajoute la perte de la population musulmane, ce chiffre monte sûrement à plus de *12,000* individus. (Tout cela pour sauver le régime hamidien!) D'une autre part, cette révolution a forcé la diplomatie européenne à reprendre en mains la question d'Orient et d'en étudier elle-même la solution, d'où la tentative des réformes (1).

Enfin, une troisième conséquence, qui est peut-être la plus importante : une fois la révolution suspendue ou plutôt après avoir conclu une sorte de trêve, le pays au lieu de prendre un aspect plus tranquille nous offre de nouvelles rencontres ayant un tout autre caractère. Tandis que depuis la trêve on n'a signalé nulle part aucun conflit entre les bandes et les soldats ou bachi-

(1) Voir II^e partie, chap. II.

bouzouks tures, on a assisté, au contraire, à des combats assez graves au sud entre Grecs et Bulgares, et au nord entre Serbes et Bulgares. Aussi, tandis qu'autrefois toutes les forces chrétiennes s'unissaient contre les Osmanlis ; aujourd'hui le Turc regarde avec un doux sourire ces « chiens de djaours » se dévorer entre eux. Et pendant que les partis grec, serbe, bulgare et valaque sont aux prises, il surgit sur la scène un nouveau parti, celui du *florin autrichien*.

La révolution a laissé derrière elle une grande confusion, son insuccès a provoqué des querelles intestines parmi les chefs des comités macédoniens, ils s'accusent les uns les autres, ils se dénoncent et déclarent les crimes et les vols communs. A Perlépé les Sarafovistes ont tiré des coups de fusil sur un prêtre, partisan du Comité suprême de Michaïlowski. Le peuple est las de tout cela et regarde avec un œil indifférent « l'organisation » et les fractions (1), et l'Autriche a profité de ce désarroi pour expédier sur les lieux un grand nombre d'agents en Vieille Serbie et en Macédoine qui soutiennent avec une rare habileté, sa politique ; mais il paraît qu'ils ont peu de succès.

Enfin une question de droit se pose : Les grandes puissances ont-elles considéré les insurgés comme des belligérants ou comme de simples révoltés ? Nous savons que le cabinet de Londres a traité les insur-

(1) Voir la *Politique*, journal paraissant à Belgrade, 1^{er} septembre 1904.

gés hellènes comme belligérants, en fait, du moins sinon en droit (Déclaration du ministre des affaires étrangères au Parlement britannique, 1824).

Notons aussi que lors de la révolte de Méhémet Ali, pacha d'Égypte, les puissances, excepté la France, se mirent d'accord pour soutenir le Sultan contre son sujet révolté (Traité de Londres, dit de la *quadruple alliance*, 15 juillet 1840).

Quant aux récents troubles des Balkans, il y a une distinction à faire. Toutes les fois que les Albanais, les armes à la main, descendirent de leurs montagnes soit pour aller à la chasse contre les chrétiens, soit pour s'opposer obstinément aux ordres venus de Stamboul, l'Europe agissait auprès de la Porte pour les refréner sans recommander aucune modération aux autorités turques.

Son attitude est tout autre lorsqu'il s'agit de réprimer les révoltes des chrétiens, car tout en exigeant du gouvernement ottoman de mettre un terme aux troubles, l'Europe était toujours unanime à lui conseiller d'employer des mesures sages ainsi que la plus grande modération, et surtout de se bien garder de ne point attaquer la population paisible. Cette attitude divergente des puissances est facile à expliquer. On sait que les troubles des musulmans sont souvent fomentés par la Porte ; en outre, jamais les autorités ottomanes ne commettront des excès contre leurs coreligionnaires.

Au contraire, la moindre révolte des raïas a été presque toujours suivie de massacres.

Or, par des conseils de sagesse et de modération donnés à la Porte, l'Europe, tout en refusant de reconnaître aux insurgés chrétiens les droits des belligérants, leur assure néanmoins la protection due au point de vue humanitaire.

